

France – Algérie : Macron tend la main au Président Tebboune pour relancer le dialogue

P.02

Le Premier ministre de la République socialiste du Vietnam entame une visite officielle en Algérie

P.02



SNMG : Un projet de revalorisation du SMIG qui touchera public, privé et retraités

P.03



Gouvernement :



45 cadres promus ou
transférés au sein des
wilayas : Quand la jeunesse
algérienne prend la main

P.03

Gaza :



Soutien au plan américain
de paix : Attaf explique la
position de l'Algérie

P.02

Hydrogène vert :



L'Algérie réaffirme à
Berlin son engagement à
développer un partenariat
stratégique avec l'Europe

P.05

Annaba : Lancement officiel de la plateforme numérique du réseau thématique CATI dédiée aux technologies vertes

P.06



FRANCE – ALGÉRIE :

Macron tend la main au Président Tebboune pour relancer le dialogue



Le président français, Emmanuel Macron, a affirmé, mardi 18 novembre 2025, être « disposé à des discussions de haut niveau » avec son homologue, Abdelmadjid Tebboune. Cette déclaration intervient alors que les relations entre Paris et Alger sont en voie d’apaisement.

L’octroi de la grâce présidentielle par l’Algérie à l’écrivain Boualem Sansal la semaine dernière marque un début d’apaisement entre Paris et Alger. Libéré, Sansal a regagné Paris mardi, où il a été accueilli, à l’Élysée, par le président français Emmanuel Macron. Emmanuel s’est déclaré, mardi, « disponible » pour rencontrer

le président de la République Abdelmadjid Tebboune en marge du prochain G20, prévu en Afrique du Sud, entre le 22 et le 23 novembre 2025. L’objectif de cet « échange » est de faire « avancer » les relations bilatérales tendues, en particulier sur la question migratoire. Par ailleurs, Emmanuel Macron

a confirmé que ses équipes diplomatiques travaillent actuellement à l’organisation de cette rencontre. « Je tiens à ce que la France soit respectée et à ce qu’elle mène un dialogue sérieux, calme et exigeant », « et donc, si ces conditions sont remplies et qu’on peut obtenir des résultats, je suis

disponible évidemment à tout échange à mon niveau » a-t-il dit. Il a par ailleurs souligné son désir de progresser en vue d’une efficacité accrue sur des questions clés comme l’économie, la sécurité et les migrations. En effet, cette progression vise à permettre aux parties de jouer leurs rôles respectifs.

ALGÉRIE-VIETNAM

Signature à Alger d’accords et de mémorandums d’entente dans plusieurs secteurs

L’Algérie et le Vietnam ont signé, mercredi à Alger, des accords et des mémorandums d’entente dans plusieurs secteurs comme l’habitat, les finances et l’éducation, lors d’une cérémonie coprésidée par le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, et son homologue vietnamien, M. Pham Minh Chinh, en visite officielle en Algérie. Il s’agit d’un mémorandum d’entente entre le ministère de l’Habitat, de l’Urbanisme, de la Ville et de l’Aménagement du territoire, et le ministère vietnamien de la Construction, dans le domaine de l’habitat, de l’urbanisme et du développement des villes, signé par le ministre du secteur, M. Mohamed Tarek Belaribi, et son homologue vietnamien, M. Tran Hong Minh. Dans le secteur des finances, un avenant au protocole général de traitement de la dette entre les deux pays a été signé par le Secrétaire général du ministère des Finances, M. Kamel Meraghni, et le vice-ministre vietnamien des Finances. Les deux pays ont également conclu un accord de coopération dans le secteur de l’éducation, signé par la Secrétaire générale du ministère de l’Education nationale, Mme Lila Dina Soualili, et le vice-ministre vietnamien de l’Education et de la Formation. Un mémorandum d’entente a aussi été signé entre l’Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediene (USTHB) et l’Institut vietnamien des postes et télécommunications. Le document a été signé par le recteur de l’Université, M. Djamel Eddine Akretche, et le Directeur de l’Institut vietnamien, M. Dang Hoai Bac. Une déclaration d’intention a en outre été signée entre le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations et le ministère vietnamien de l’Industrie et du Commerce, sur le lancement de négociations en vue d’un accord commercial bilatéral préférentiel. Le document a été signé par le Secrétaire général du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, M. Abdeslam Djahnit, et la vice-ministre vietnamienne de l’Industrie et du Commerce, Mme Phan Thi Thang. Par ailleurs, la Chambre algérienne de commerce et d’industrie (CACI) et son homologue vietnamienne (VCCI) ont conclu un mémorandum d’entente, signé par le président de la CACI, M. Tayeb Chebab, et son homologue vietnamien, M. Ho Sy Hung.



La cérémonie a pris fin par la signature du procès-verbal de la 13e session de la Commission mixte algéro-vietnamienne (16-17 novembre) par le ministre de l’Industrie, M. Yahia Bachir, et le ministre vietnamien de la Construction, M. Tran Hong Minh. Dans une déclaration conjointe avec son homologue vietnamien, le Premier ministre s’est félicité des résultats de cette “importante visite”, qui “incarne la forte volonté des deux parties de promouvoir la coopération dans tous les domaines”. Cette visite ouvrira un “nouveau chapitre” dans les relations bilatérales, a-t-il dit, rappelant l’attachement du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à promouvoir la coopération avec le Vietnam, pays ami, dans le cadre d’une approche renouvelée pour la construction d’un partenariat diversifié à la hauteur des relations historiques entre les deux pays. ==Le Vietnam salue les réalisations accomplies par l’Algérie== Le Premier ministre a ajouté que “l’établissement d’un partenariat stratégique entre les deux pays se veut le couronnement d’une vision commune visant à saisir toutes les opportunités de coopération possibles dans divers domaines, notamment politique, militaire, sécuritaire et économique”. M. Sifi Ghrieb a souligné que les entretiens entre les deux parties avaient permis de “procéder à une évaluation globale de l’état des relations bilatérales” et d’adopter un ensemble de mesures concrètes visant à renforcer la coopération bilatérale, notamment l’intensification de la concertation politique et de la coordination diplomatique à tous les niveaux et le renforcement de la coopération dans des domaines comme la défense, la sécurité et la lutte contre les menaces non-conventionnelles, à leur tête la criminalité transfrontalière”. Les entretiens ont également porté sur “les mécanismes permettant d’encourager

les opérateurs économiques à explorer les opportunités d’investissement et à établir des partenariats mutuellement bénéfiques, notamment dans les secteurs des hydrocarbures et des énergies renouvelables, de l’agriculture, de l’industrie et des infrastructures”. A cette occasion, l’accent a été mis sur “le renforcement de la coopération décentralisée entre les collectivités locales et la valorisation du jumelage entre la wilaya de Batna et la province vietnamienne de Dien Bien”. Il a également été convenu de poursuivre la coordination dans les fora internationaux et régionaux pour soutenir les efforts visant à instaurer un ordre international plus juste et plus équilibré, fondé sur le respect des principes de la Charte des Nations Unies, la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats et le renforcement de la coopération Sud-Sud, à poursuivre le Premier ministre. Il a, à ce propos, rappelé l’adhésion de l’Algérie, en juillet dernier, au Traité d’amitié et de coopération en Asie du Sud-Est, soulignant que cette démarche constitue une opportunité pour poursuivre le travail avec le Vietnam et les autres Etats membres de l’Association des nations de l’Asie du Sud-Est (ASEAN), afin de bâtir un espace de coopération intégré et constructif. M. Sifi Ghrieb s’est dit “confiant que le Vietnam, un des principaux pays de l’ASEAN, apportera son appui à la demande algérienne d’obtenir le statut de partenaire de dialogue sectoriel auprès de cette organisation”. Pour sa part, le Premier ministre vietnamien a salué les réalisations accomplies par l’Algérie ces dernières années, estimant qu’elles “contribueront à créer une dynamique commune et à promouvoir la coopération au service des intérêts des deux pays”. Il a indiqué que les deux pays se sont “entendus sur les principes et actions visant à renforcer leurs relations” et ont décidé de “promouvoir ces relations au rang de partenariat stratégique, reflétant le niveau élevé de confiance politique à tous les niveaux”. Les deux parties sont en outre convenues, lors de la rencontre, de renforcer les échanges de visites entre délégations de haut niveau et responsables locaux, afin de consolider la confiance et l’entente mutuelle dans le domaine politique et d’appuyer les cadres bilatéraux et multilatéraux relatifs à l’économie, au commerce et à l’investissement.

Le Premier ministre de la République socialiste du Vietnam entame une visite officielle en Algérie

Le Premier ministre de la République socialiste du Vietnam, M. Pham Minh Chinh, est arrivé, mardi à Alger, pour une visite officielle qui se poursuivra jusqu’à jeudi prochain. A son arrivée à l’aéroport international Houari Boumediene, le Premier ministre vietnamien a été accueilli par le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, accompagné de

plusieurs membres du Gouvernement. Cette visite s’inscrit dans le cadre du renforcement des relations d’amitié et de coopération entre la République algérienne démocratique et populaire et la République socialiste du Vietnam, ainsi que de la promotion du partenariat bilatéral dans les différents domaines d’intérêt commun.

SOUTIEN AU PLAN AMÉRICAIN DE PAIX POUR GAZA :

Attaf explique la position de l’Algérie

L’Algérie a voté en faveur du plan de paix proposé par le président américain Donald Trump pour Gaza, présenté lundi 17 novembre au Conseil de sécurité des Nations unies. La résolution a été adoptée par 13 voix sur 15, la Russie et la Chine s’étant abstenues, soulignant les divergences persistantes au sein de l’instance onusienne sur la manière de gérer la crise palestinienne. Ce mardi 18 novembre, le ministre des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, a tenu une conférence de presse à Alger pour clarifier la position de l’Algérie. Il a expliqué que le soutien de son pays au plan américain ne signifie pas une approbation sans réserve de toutes ses dispositions. « Le plan n’est pas exempt de lacunes et comporte certaines ambiguïtés », a-t-il reconnu. Selon lui, la résolution adoptée lundi ne traite pas encore des causes profondes du conflit et ne permet pas à elle seule d’assurer la réunification des territoires palestiniens. Ahmed Attaf détaille le vote de l’Algérie au Conseil de sécurité sur Gaza. Pour le chef de la diplomatie algérienne, le vote de l’Algérie s’inscrit dans une logique de priorité à court terme : la consolidation du cessez-le-feu dans l’enclave palestinienne. Cette position est également conforme au consensus du monde arabe et musulman, à commencer par l’opinion des Palestiniens eux-mêmes. « L’Algérie ne peut se désolidariser de la position de ses frères palestiniens et du consensus arabo-islamique qui soutient

cette résolution. Elle ne peut adopter un point de vue contraire à ses convictions », a-t-il souligné. Ahmed Attaf a précisé que la résolution se concentre sur la récente agression israélienne et sur la gestion de la phase post-conflit. Cette étape est cruciale pour consolider l’accord de cessez-le-feu, faciliter l’acheminement de l’aide humanitaire et lancer rapidement le processus de reconstruction de Gaza, durement touchée par deux années de conflit. Vote de l’Algérie au Conseil de sécurité : un soutien pragmatique au plan de paix pour Gaza « Nous espérons que cela contribuera à soulager les souffrances du peuple palestinien », a ajouté le ministre, insistant sur la nécessité d’une approche progressive. Selon lui, cette phase d’urgence devrait être suivie d’une initiative plus globale visant à aborder les causes profondes du conflit et à préparer la création d’un État palestinien souverain. Le vote de l’Algérie marque un équilibre délicat entre le soutien aux efforts internationaux pour stabiliser la région et la défense des principes historiques de solidarité avec le peuple palestinien. Il reflète également la volonté d’Alger de rester un acteur actif et cohérent dans les efforts de paix au Moyen-Orient, tout en appelant à des solutions durables pour une région marquée par des décennies de conflit et de souffrance.

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

Edité par la S.A.R.L. MEDIACOM PRESSE

Siège social : 46 Emir Abdelkader - Annaba

Directeur general : Bicha salim

Directeur de la publication : Noureddine Boukraa

Directrice de la rédaction : Bicha Bariza Nesrine

Tél/Fax : 038 45 58 35

Tél/Fax : 038 45 58 36

Tél/Fax : 038 45 58 37

Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times

Site web: www.seybousestimes.dz

Email: redaction@seybousestimes.dz

contact@seybousestimes.dz

Facebook : SEYBOUSE TIMES

Impression : SIE Constantine

Diffusion : EURL K.D.P.A cité Benzekri Bât F N ° : 424 Constantine

Pour votre publicité, s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication d'Édition et de Publicité, Agence ANEP 01, AVENUE PASTEUR ALGER

TEL : 021 73 71 28

021 73 76 78

021 74 99 81

FAX : 021 73 95 59

Email : agence.regie@anep.com.dz

Programmation.regie@anep.com.dz

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.

Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction

Hausse du SMIG : Salariés, retraités, chômeurs... qui verra son revenu revalorisé ?

La perspective d'un relèvement du salaire national minimum garanti (SNMG) revient au cœur de l'actualité sociale. Et la dynamique s'est accélérée depuis le dernier Conseil des ministres, où le président Abdelmadjid Tebboune a chargé le ministre des Finances de préparer un projet d'augmentation du SMIG ainsi qu'une révision de la prime de chômage. Une instruction qui s'inscrit dans un contexte de hausse des prix et de fragilité du pouvoir d'achat, et qui relance le débat sur l'impact de cette future révision. Les analyses recueillies auprès d'experts économiques, dessinent les contours d'un changement qui toucherait un large pan de la société.

Un projet de revalorisation du SMIG qui touchera public, privé et retraités

Le débat s'est intensifié après l'intervention de l'économiste Mahfoud Kaoubi, interrogé par Echourouk, pour qui la revalorisation du SNMG représentera « une étape sociale importante », d'autant plus qu'elle vient d'être reformulée au plus haut niveau de l'État. Selon lui, la hausse concernera tous les travailleurs percevant le minimum légal, qu'ils relèvent du secteur public, de la fonction publique ou du privé. Les estimations qui circulent évoquent un relèvement du



SNMG à 25 000 dinars, une augmentation qui s'étendrait également aux retraités percevant les pensions minimales, comme lors des révisions précédentes. Kaoubi rappelle que la dernière modification remonte à 2020. Lorsque le seuil est passé de 18 000 à 20 000 dinars. Il revient aussi sur les mécanismes utilisés ces dernières années pour alléger la pression financière sans toucher directement au SNMG :
• Hausse de la valeur du point indiciaire,
• Élargissement de l'exonération de l'IRG jusqu'à 30 000 dinars,
• Réduction de l'IRG pour certaines catégories dans les deux secteurs. Mais selon lui, la conjoncture

actuelle impose une révision « réelle » du salaire de base. « Le montant de 20 000 dinars ne couvre plus les besoins quotidiens », souligne-t-il. Une hausse profiterait d'abord aux catégories les plus exposées, dans un contexte budgétaire qu'il juge « délicat mais gérable ». Kaoubi estime que l'impact pourrait représenter jusqu'à 20 % de soutien supplémentaire pour certains ménages. Tout en considérant que la mesure ne devrait pas provoquer de nouvelle poussée inflationniste si la production suit.

Relever le SNMG : Un effet immédiat sur la masse salariale et la fiscalité

Le spécialiste Aboubakr Salami, également sollicité par Echourouk,

partage le même constat. La révision du SNMG, décidée par le président, répond à une « attente prolongée » et agit directement sur le pouvoir d'achat des travailleurs. Pour lui, la hausse doit être « réelle et ressentie » pour que les familles en tirent un bénéfice concret. Il détaille plusieurs effets automatiques :
• Tous les employés déclarés à la CNAS seront concernés ;
• Les employeurs devront légalement s'aligner sur le nouveau seuil ;
• La limite d'exonération fiscale pourrait être relevée, car l'IRG ne s'applique actuellement qu'au-dessus de 30 000 dinars. Il précise aussi que si le salaire

minimum révisé reste sous la barre des 30 000 dinars, il sera exempté d'IRG, ce qui permettra aux travailleurs de toucher la hausse sans retenues. La réussite du dispositif dépendra du respect strict de la loi par les entreprises privées : « Le texte est clair, aucune rémunération ne doit être inférieure au SNMG. » Un salaire minimum qui a changé au rythme des évolutions sociales. L'histoire du SNMG accompagne les mutations économiques du pays depuis plus de trente ans. Plusieurs paliers marquants reviennent :
• 10 000 dinars en 2004
• 12 000 dinars en 2007
• 15 000 dinars en 2010
• 18 000 dinars en 2012
• 20 000 dinars en 2020
Chaque ajustement reflétait une nouvelle réalité économique. Le prochain, s'il est entériné après la décision présidentielle récente, s'inscrira dans le même mouvement, renforcer le pouvoir d'achat et ajuster la structure salariale au coût de la vie. L'éventuelle révision du SNMG ouvre un débat plus large sur la fiscalité, la capacité des entreprises à s'adapter et la dynamique inflationniste. Ainsi, dans un pays où une frange importante des salariés vit au seuil du minimum garanti, la décision attendue aura un impact immédiat et collectif, bien au-delà des chiffres.

45 cadres promus ou transférés au sein des wilayas : Quand la jeunesse algérienne prend la main



Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports a procédé, lundi, à une réorganisation partielle touchant plusieurs corps du secteur, après approbation du président de la République. Cette décision s'inscrit dans le cadre des efforts du gouvernement pour renforcer l'efficacité administrative et impulser un nouvel élan au développement local à travers

toutes les wilayas du pays. Selon un communiqué officiel du ministère, plusieurs mouvements ont été opérés au sein des différents corps administratifs. Dans le corps des inspecteurs généraux, six cadres ont été promus, huit cadres ont été transférés, quatre cadres ont été mis à la retraite et deux cadres ont vu leur mission prendre fin. Ces changements visent à renouveler les équipes et

à stimuler le fonctionnement du corps des inspecteurs, considéré comme un acteur clé du suivi et de l'évaluation des politiques publiques.

Algérie : Une réorganisation pour dynamiser les collectivités locales et promouvoir les jeunes cadres

Les directeurs de la réglementation et des affaires générales ont

également été concernés par cette réorganisation, avec la promotion de deux cadres et la mutation de cinq autres. De même, les directeurs de l'administration locale dans les wilayas ont vu leur effectif ajusté : six cadres ont été promus, neuf ont été transférés, deux mis à la retraite et un cadre a quitté son poste. Enfin, cinq cadres occupant des fonctions de direction déléguée à l'organisation, aux affaires générales et à l'administration locale dans certaines circonscriptions administratives ont également été promus. Le ministère souligne que cette réorganisation ne se limite pas à des mouvements administratifs, mais vise à renforcer « la mise en œuvre stricte des décisions prises » et à accélérer le processus de développement à l'échelle locale. L'objectif est de dynamiser le travail des collectivités locales, de renforcer l'efficacité administrative et de garantir un service public de qualité pour les citoyens.
Les jeunes cadres prennent la main
Une dimension importante de cette réorganisation est la promotion des jeunes cadres. Le communiqué

précise que l'inclusion des cadres jeunes dans des postes de responsabilité au niveau des collectivités locales constitue un objectif stratégique. Cette approche doit permettre de moderniser la gestion locale, d'améliorer la performance administrative et de répondre de manière plus efficace aux besoins des citoyens. Cette initiative s'inscrit également dans un contexte plus large de réformes visant à adapter les structures administratives aux nouvelles priorités du pays et à stimuler le développement régional. La promotion de 11 circonscriptions et la réorganisation des wilayas pourraient jouer un rôle déterminant dans le façonnement du développement futur en Algérie, en favorisant une meilleure coordination des actions locales et en renforçant la gouvernance sur le terrain. Avec cette réorganisation, le gouvernement affirme sa volonté de créer une administration locale plus dynamique, plus efficace et plus proche des citoyens, tout en ouvrant la voie à une génération de jeunes cadres capables de prendre en main l'avenir du développement local.

ALGÉRIE – RUSSIE

Une convention de coopération et de jumelage entre l’université de Guelma et l’université Nabiérejnyé Tchelny

L’université 8 mai 1945 de Guelma a signé mardi une convention de coopération et de jumelage avec l’université pédagogique d’Etat russe Nabiérejnyé Tchelny. L’accord a été paraphé au siège du rectorat de l’université de Guelma par son recteur Pr. Mahmoud Debabeche et par la directrice de l’université russe Pr. Alfinour Galiakberova en présence des cadres des deux universités. Dans une déclaration à l’APS en marge de la cérémonie, le recteur

de l’université de Guelma a indiqué inscrire cet accord dans le cadre de la consolidation de la coopération et du partenariat international universitaire, soulignant qu’il vise à ouvrir des perspectives de coopération entre les deux universités dans les domaines pédagogique et scientifique par l’échange d’étudiants et d’enseignants avec notamment l’envoi d’enseignants de l’université russe pour enseigner la langue russe à l’annexe de l’école normale supérieure (ENS) ouverte dernièrement à l’université de

Guelma et d’enseignants de Guelma pour enseigner l’arabe à l’université russe. De son côté, la directrice de l’université de Nabiérejnyé Tchelny a exprimé à l’APS sa fierté de la conclusion de cette convention de partenariat et de jumelage avec l’université de Guelma, estimant que cette initiative aura des résultats palpables pour les deux universités. Les deux parties ont passé en revue les divers aspects de coopération et d’échange entre les deux établissements de l’enseignement



supérieur sur lesquels deux exposés ont été présentés à l’occasion. Cette signature est intervenue dans le cadre du programme de la visite effectuée du 17 au 20 novembre courant par la délégation de l’université russe à l’université de

Guelma. Ce programme comporte une conférence au profit des étudiants de l’annexe de l’école normale supérieure Assia Djebar sur « les techniques d’enseignement de la langue et de la civilisation russes » et la visite par la délégation hôte des structures de l’université de Guelma dont le pôle de l’innovation et le campus Souidani Boudjemaa en plus de la visite de sites touristiques dont la cascade naturelle de Hammam Debagh et le théâtre romain du chef-lieu de wilaya.

Signature d’une convention de coopération entre l’université d’El Tarf et l’université de Bari, en Italie

Une convention de coopération et de partenariat a été signée, “ récemment “, entre l’université d’El Tarf et l’université italienne Aldo-Moro de Bari, a indiqué, mardi le directeur-adjoint de l’université d’El Tarf chargé des relations extérieures, le Pr Sassi Sofiane. La convention, signée numériquement par le directeur de l’université d’El Tarf, Benchohra Choul, et le recteur de l’université de Bari, Stefano Bronzini, et qui porte sur la recherche scientifique, ‘encadrement pédagogique et l’enseignement et la formation conjointes, vise à renforcer les échanges académiques entre les deux parties, a précisé, le Pr Sassi Sofiane. Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l’APS, que



cette convention, dont la durée est fixée à 5 ans, donnera lieu à des échanges de doctorants entre les deux universités, à la supervision conjointe de thèses de doctorat et une collaboration en dehors des programmes académiques et scientifiques, telles que les cours de certification, les conférences, les séminaires, les projets de recherche et les publications académiques et scientifiques. La convention prévoit également des échanges de professeurs et l’organisation de projets scientifiques communs, selon M.

Sassi Sofiane qui a ajouté qu’il est aussi prévu dans le cadre de cet accord, une étroite coopération dans des activités scientifiques spécifiques, une formation conjointe et un échange d’expertises entre les professeurs des deux universités dans le cadre de programmes de mobilité pour les étudiants et les professeurs “afin de s’enquérir des expertises dans les domaines de spécialisation et de mettre à jour les formations “. La coopération entre les deux universités inclut l’échange d’étudiants en licence et en master, avec un programme d’échange scientifique et culturel pour les étudiants, ainsi que la formation à distance n langues italienne et française pour améliorer le niveau et la coopération conjointe dans le cadre de projets internationaux.

Le ministre des Affaires religieuses reçoit l’ambassadrice des Etats-Unis d’Amérique en Algérie

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, M. Youcef Belmehdi, a reçu, mercredi à Alger, l’ambassadrice des Etats-Unis d’Amérique en Algérie, Mme Elizabeth Moore Aubin, indique un communiqué

du ministère. Lors de cette rencontre, tenue au siège du ministère, il a été procédé “à un échange de points de vue sur les sujets et questions d’intérêt commun”, précise la même source.



La Commission nationale chargée du Plan national de la jeunesse en visite de travail en Malaisie

La Commission nationale chargée de l’élaboration et de la mise en œuvre du Plan national de la jeunesse (PNJ) 2025-2029, effectue une visite de travail en Malaisie, et ce, pour examiner les moyens d’autonomisation des jeunes et de développement de leurs compétences pour participer activement au développement national, indique mardi un communiqué du ministère de la Jeunesse.

Dans le cadre du programme de coopération entre le ministère de la Jeunesse et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en Algérie, et afin de consolider la coopération et l’échange d’expertises dans le domaine de la jeunesse, la Commission tiendra des entretiens avec ses homologues malaisiens portant sur “les moyens d’autonomisation des jeunes et de développement de leurs compétences

pour participer activement au développement national”, a précisé la même source. Au cours des rencontres prévues, la Commission présentera un exposé sur “l’expérience de l’Algérie en matière de prise en charge des questions de jeunesse, ainsi que les grandes lignes du PNJ 2025-2029, visant à renforcer la contribution des jeunes à la vie économique, sociale et culturelle”. D’autre part, la Commission

s’informer de l’expérience malaisienne en matière d’autonomisation des jeunes, notamment dans les domaines de “l’innovation, de l’entrepreneuriat et de la participation à la prise de décision”, ajoute la même source. A l’entame de sa visite, la Commission s’est rendue au centre international de la jeunesse dans la capitale Kuala Lumpur, en présence de l’ambassadeur d’Algérie en Malaisie et de représentants du



PNUD en Malaisie, où elle s’est enquis “des programmes et initiatives destinés aux jeunes Malaisiens”. Cette visite s’inscrit dans le cadre de l’engagement du ministère “à tirer profit des expériences internationales réussies, contribuant ainsi au renforcement des politiques nationales en faveur des jeunes et à la promotion de leur rôle dans la société”, lit-on dans le communiqué.

Hydrogène vert

L'Algérie réaffirme à Berlin son engagement ferme à développer un partenariat stratégique avec l'Europe

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, a réaffirmé, mercredi, l'engagement "ferme" de l'Algérie à développer un partenariat stratégique avec l'Europe dans le domaine de l'hydrogène vert, considéré comme une pierre angulaire de la transition énergétique nationale et mondiale, indique un communiqué du ministère. Cette déclaration a été faite par le secrétaire général du ministère des Hydrocarbures et des Mines, Miloud Medjelled, au nom de M. Arkab, à l'ouverture, à Berlin, des travaux d'une rencontre internationale sur le projet d'hydrogène vert visant à renforcer le partenariat algéro-européen, consacrée à la présentation de l'état d'avancement du projet de l'Alliance Algérie-Europe pour l'hydrogène (Algeria to Europe Hydrogen Alliance- ALTEH2A) et du South2 Corridor. Une importante délégation algérienne, représentant les secteurs des hydrocarbures, des mines, de l'énergie et des énergies renouvelables, dont le PDG du groupe Sonatrach, Noureddine Daoudi, ainsi que des

représentants de Sonatrach et de Sonelgaz, a participé, aux côtés de hauts responsables des secteurs de l'énergie en Allemagne, en Italie et en Autriche, à cet événement consacré au débat autour de l'avancement du projet et à l'échange des vues sur les conditions nécessaires à la réussite de cette coopération stratégique. Dans son intervention, le ministre d'Etat a souligné que "l'Algérie, partenaire énergétique fiable depuis des décennies, recèle toutes les ressources pour devenir un fournisseur majeur d'énergie propre vers l'Europe, grâce à ses abondantes ressources d'énergies renouvelables (solaire et éolienne), à son infrastructure énergétique moderne et à son réseau de pipelines connecté directement aux marchés européens". M. Arkab a précisé que le développement de l'économie fondée sur l'hydrogène constitue une priorité nationale stratégique qui s'articule sur trois phases, d'autant plus "qu'un projet de station semi-industrielle, d'une capacité de 50 MW pour la production de l'hydrogène vert et ses dérivés à Arzew, est en cours de préparation, avec un soutien



financier du gouvernement allemand et de l'Union européenne". Le ministre d'Etat a également affirmé que le développement d'une filière intégrée de l'hydrogène représente une opportunité pour l'Algérie de renforcer son partenariat énergétique avec l'Europe, et contribuer ainsi à la transition mondiale vers l'énergie propre et le développement durable", réitérant "la disposition permanente de l'Algérie à approfondir le dialogue et à renforcer l'action commune avec ses partenaires européens, afin de bâtir un avenir énergétique sûr, équilibré et durable pour tous". A cet égard, le communiqué souligne que l'Algérie oeuvre à finaliser le cadre juridique et institutionnel régissant les activités liées à l'hydrogène, en

vue d'encourager l'investissement dans les chaînes de valeur de l'hydrogène et des énergies renouvelables, en se focalisant sur le développement des compétences humaines à travers le lancement de programmes universitaires spécialisés dans ce domaine. Pour sa part, le PDG de Sonatrach a affirmé, lors de sa participation à la réunion, que "cet événement constitue une étape essentielle pour évaluer l'état d'avancement des projets de coopération algéro-européenne dans le domaine de l'hydrogène, soulignant que les projets ALTEH2A et South2 Corridor concrétisent la vision commune des deux parties pour la production de l'hydrogène vert en Algérie et son exportation vers l'Europe". Le projet d'alliance Algérie-Europe pour l'hydrogène (ALTEH2A) s'appuie sur les importantes capacités dont dispose l'Algérie dans le domaine des énergies renouvelables, et vise à exploiter ces ressources pour produire de l'hydrogène vert et approvisionner le marché européen via le corridor sud, contribuant ainsi à créer de

nouvelles opportunités de croissance durable et à renforcer la coopération internationale dans le domaine des énergies propres. Quant au projet South2 Corridor, réalisé en partenariat entre Sonatrach et Sonelgaz (Algérie), VNG (Allemagne), Snam et SeaCorridor (Italie) et Verbund Green Hydrogen (Autriche), il a bénéficié d'une "reconnaissance de la part de la Commission européenne en tant que projet d'intérêt commun, de par son caractère stratégique dans le domaine des infrastructures énergétiques transfrontalières", selon le communiqué. Par ailleurs, le ministère a rappelé qu'un mémorandum d'entente avait été signé en octobre 2024 entre les six entreprises afin de réaliser des études conjointes le long de la chaîne de valeur de l'hydrogène. En janvier 2025, une déclaration conjointe de soutien politique a été signée par les gouvernements d'Algérie, de Tunisie, d'Italie, d'Autriche et d'Allemagne, portant renouvellement de leur engagement envers le projet et accompagnement de sa mise en œuvre à moyen et à long terme.

Hydrocarbures, mines, dessalement :

L'Algérie renforce son partenariat avec la BAD

L'Algérie poursuit son ouverture stratégique vers les institutions financières africaines. Ce lundi, le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu à Alger le président du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD), Dr. Sidi Ould Tah. Il était accompagné d'une délégation de haut niveau. La rencontre s'est tenue en présence de la secrétaire d'Etat chargée des Mines, Karima Bekir Tafer, ainsi que plusieurs cadres du ministère. Renforcement de la Coopération dans les Secteurs Stratégiques Une volonté commune de consolider le partenariat entre l'Algérie et la BAD dans plusieurs domaines clés était au cœur des discussions. Parmi ces domaines figurent le développement des industries pétrolières et gazières, la valorisation et la transformation des ressources minières, ainsi que les projets de dessalement d'eau de mer, un secteur en pleine expansion dans le pays. Arkab a présenté à la délégation les grands programmes en cours au sein du secteur. Qu'il s'agisse de la modernisation de la filière hydrocarbures, de la transformation des ressources minérales ou encore du



développement des industries de transformation. Il a également mis en avant les projets majeurs liés à l'exploitation et à la transformation du phosphate. Un domaine que l'Algérie souhaite positionner parmi ses filières stratégiques d'exportation. Le ministre est revenu par ailleurs sur les efforts considérables engagés par l'Etat afin de renforcer la capacité nationale de dessalement de l'eau de mer, devenue une priorité pour assurer la sécurité hydrique.

Réaffirmation de l'Engagement Africain de l'Algérie Au-delà des aspects techniques, Arkab a insisté sur la vision algérienne fondée sur une coopération africaine solide. Il a rappelé l'importance de renforcer les capacités énergétiques du continent, d'améliorer l'interconnexion régionale et de partager les expertises, en particulier dans les domaines de l'exploration, de la transformation des hydrocarbures et de la gestion des grands projets.

Il a également souligné la volonté de l'Algérie de mettre à disposition des pays africains son expérience dans la distribution du GPL, les études géologiques, la formation des ingénieurs et l'accompagnement des projets structurants. Progrès et Vision Commune pour l'Avenir De son côté, le président de la BAD, Dr. Sidi Ould Tah, n'a pas manqué de saluer la dynamique de développement engagée par l'Algérie sous la conduite du

président. Il a mis en avant les avancées enregistrées dans les domaines économique, social et infrastructurel, estimant que l'Algérie occupe un rôle pivot dans l'intégration africaine. Ould Tah a, en outre, exprimé la disponibilité totale de la Banque à soutenir financièrement et techniquement les grands projets algériens. Notamment ceux liés aux hydrocarbures, aux dessalements, aux infrastructures et à l'exploitation des minerais critiques. Il a également souligné l'intérêt de la BAD à transférer l'expérience algérienne réussie vers d'autres pays africains. En particulier dans la transformation des ressources naturelles et la gestion des projets énergétiques. En conclusion, le président de la BAD a réaffirmé l'attachement de son institution à renforcer davantage sa coopération avec l'Algérie. Il a salué le soutien constant que cette dernière apporte à la Banque. Les deux parties ont convenu de poursuivre les échanges afin d'accompagner les initiatives qui renforcent l'intégration économique et la croissance durable sur l'ensemble du continent africain.

ANNABA / CENTRE DE RECHERCHE EN ENVIRONNEMENT

Lancement officiel de la plateforme numérique du réseau thématique CATI dédiée aux technologies vertes



Sihem.Ferdjallah
Le wali d’Annaba, Abdelkrim Lamouri, accompagné du président de l’Assemblée populaire de wilaya, a supervisé, hier mercredi, le lancement officiel des journées inaugurales du réseau thématique CATI – Technologies vertes, organisées au Centre de Recherche en Environnement (CRE) d’Annaba. L’événement s’est déroulé en présence de la directrice du centre ainsi que de nombreux experts, chercheurs et représentants d’institutions nationales.

Cette rencontre marque une étape importante dans la promotion de l’innovation environnementale et la consolidation des réseaux de soutien technologique dédiés aux technologies propres. L’un des principaux objectifs de cette journée inaugurale fut la présentation de la plateforme numérique du réseau CATI thématique, un outil destiné à favoriser l’échange d’informations, l’accompagnement des porteurs de projets et la valorisation des résultats de recherche dans le domaine des technologies vertes.

Les organisateurs ont également mis l’accent sur l’importance de la propriété intellectuelle comme levier stratégique pour encourager l’innovation et protéger les solutions technologiques émergentes. Au cœur des interventions, les experts ont insisté sur les opportunités qu’offre WIPO GREEN, la base de données internationale consacrée aux technologies propres. Cette plateforme représente pour l’Algérie un espace privilégié pour promouvoir les projets innovants, faciliter

les partenariats et renforcer la visibilité des solutions nationales à l’échelle mondiale. Le programme scientifique riche et les échanges constructifs ont été axés sur :
-La présentation des objectifs, de l’organisation et des perspectives de travail du réseau thématique CATI – Technologies vertes.
-Une conférence sur la propriété intellectuelle et les technologies vertes, animée par des spécialistes du domaine.
-La démonstration de la plateforme numérique dédiée au réseau CATI.

-La présentation de deux projets innovants portés par des centres CATI membres du réseau.
-Une table ronde réunissant les représentants du CRE, de l’INAPI, de l’OMPI et des centres CATI, consacrée à l’examen des modalités de coopération et de développement futur. Cet événement reflète la volonté des institutions locales et nationales de soutenir la transition écologique, de développer une économie innovante et durable, et de renforcer la synergie entre universités, centres de recherche et acteurs économiques.

ANNABA / AGROALIMENTAIRE

Suivi rigoureux des projets de réalisation des centres de stockage des céréales

S.Y
Dans la continuité des orientations du wali, Abdelkrim Lamouri, les services techniques poursuivent le suivi rapproché des projets destinés à renforcer la capacité nationale de stockage des céréales. Une sortie technique a été organisée, hier, au niveau du centre de stockage de Treat, dans le cadre des travaux menés par la commission wilayale. Placée sous la supervision conjointe des directions de l’équipement et des services agricoles, cette mission avait pour but d’évaluer l’avancement des travaux d’aménagement et d’extension des centres de proximité dédiés au stockage agroalimentaire. L’objectif principal demeure le même : Augmenter la capacité d’accueil, améliorer les conditions de conservation et garantir

la conformité des installations aux normes techniques en vigueur. Lors de cette visite, une attention particulière a été accordée à la levée des réserves formulées lors des précédentes inspections. Les équipes mobilisées ont vérifié le respect des délais, la qualité des travaux, ainsi que l’application des recommandations émises par les spécialistes. Ces projets constituent un maillon essentiel dans la stratégie nationale de sécurisation des stocks céréaliers, un enjeu crucial pour assurer la stabilité de l’approvisionnement et préserver le patrimoine agricole du pays. L’opération se poursuit, avec d’autres visites programmées dans les jours à venir pour s’assurer de la finalisation optimale de l’ensemble des centres concernés.



ANNABA / CRIMINALITÉ

Démantèlement d'un réseau de trafiquants de stupéfiants et saisie de plus de 5.500 comprimés psychotropes



S.Y

Les services de la cellule régionale de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants d'Annaba ont réalisé une importante opération sécuritaire, en mettant fin aux agissements d'un réseau criminel structuré spécialisé dans la distribution de substances psychotropes. Plus de 5.500 comprimés ont été saisis lors de cette intervention ciblée qui s'inscrit dans la continuité des efforts fournis par les unités opérationnelles de la police nationale pour contrer la propagation des drogues et des produits hallucinogènes. Selon les premiers éléments, l'enquête a été déclenchée après la réception d'informations faisant état d'une activité suspecte d'un groupe organisé impliqué dans la vente de comprimés psychotropes dans plusieurs wilayas du pays. Les enquêteurs ont alors

mis en place un dispositif d'investigation précis, permettant d'identifier les membres du réseau et de suivre leurs déplacements. L'opération a abouti à l'arrestation de trois individus, âgés de 34 à 41 ans, tous connus des services de police pour des antécédents judiciaires. La perquisition menée par les agents a permis de saisir 5.565 comprimés psychotropes, deux téléphones portables utilisés dans les communications internes du réseau, une somme d'argent issue de l'activité illégale, ainsi que trois véhicules touristiques servant au transport et à la distribution des produits saisis. Les suspects ont été présentés, à l'issue de l'enquête et des procédures légales, devant le procureur de la République près le tribunal de Bouchegouf, dans la wilaya de Guelma.

ANNABA / HABITAT

La demande de logement social en forte hausse : Les services de l'habitat sous pression

Sihem.Ferdjallah

La demande de logement social connaît une augmentation significative ces derniers mois, mettant les services de l'habitat sous une pression croissante. Les guichets dédiés reçoivent quotidiennement un afflux important de citoyens souhaitant déposer ou actualiser leurs dossiers, signe d'un besoin réel et urgent en matière de logements décents. Selon les responsables locaux, cette hausse est liée à plusieurs facteurs, notamment la stagnation du marché immobilier, la difficulté d'accès au crédit et la situation économique des ménages à faibles revenus. Nombre de familles vivent encore dans des conditions précaires, dans des habitations exigües ou insalubres, et considèrent le logement social comme leur seule alternative. Cependant, les capacités de réalisation des programmes en cours peinent à suivre la cadence de la demande, créant un déséquilibre visible entre les attentes des



citoyens et les possibilités de distribution. Les listes d'attente s'allongent, tandis que les autorités affirment veiller à accélérer la finalisation des projets en construction et à lancer de nouveaux programmes. Face à cette situation, les services de l'habitat appellent à la patience et assurent que l'attribution des logements se fera dans le respect des critères de priorité et de transparence. De leur côté, les citoyens espèrent que les nouvelles opérations annoncées permettront de répondre, au moins en partie, à un besoin social devenu incontournable.

ANNABA / EL BOUNI

Opération de démontage des stores illégaux dans les arcades commerciales



S.Y

Les services de la commune d'El Bouni ont mené une intervention ciblée au niveau de la zone urbaine ZHUN, afin de dégager les stores installés sans autorisation dans les arcades commerciales. L'opération a été supervisée par madame L. Ziani, élue chargée de l'Environnement, de l'Hygiène et de la Santé, en présence de M. Ayad Ismaïl, responsable du secteur d'El Bouni-Centre, M. Hamadi Mohamed, élu chargé de l'urbanisme, madame Brinis Amel, responsable des infractions, et madame Bouacida.S, enquêtrice. M. Hamdani Bernous, président de la commission agricole, ainsi que les services de sécurité de la daïra d'El Bouni, ont également

accompagné l'équipe. Cette action répond à une volonté affirmée de rétablir l'ordre urbain, de protéger les espaces piétons et de limiter les atteintes portées au domaine public par certaines activités commerciales. Plusieurs commerces avaient installé des stores et fermetures improvisées dans les galeries, sans aucun permis, ce qui gênait aussi bien la circulation des citoyens que l'aspect visuel de l'espace commercial. Madame Ziani a souligné la détermination de la commune à poursuivre les contrôles et à intervenir chaque fois que nécessaire pour éliminer les pratiques irrégulières qui altèrent l'esthétique du centre urbain et portent atteinte aux droits des usagers.

ANNABA / SÛRETÉ DE WILAYA

La police participe à une vaste campagne de reboisement



S.Y

Hier mercredi, la police a pris part à une campagne de reboisement organisée au niveau de la direction de l'action sociale et de la solidarité de la wilaya. L'initiative, lancée en matinée, a réuni plusieurs acteurs institutionnels engagés dans la protection de l'environnement et la promotion d'espaces verts accessibles à tous. Munis de jeunes plants et guidés par des agents techniques, les policiers ont contribué activement aux opérations de plantation. Ce geste symbolique, mais essentiel, vise

à renforcer la couverture végétale locale et à sensibiliser le public à l'importance de préserver le patrimoine naturel. Des cadres de la direction de l'action sociale ont salué cette implication, soulignant que la collaboration entre les différents services publics permet de porter des projets concrets au bénéfice de la communauté. Parmi les objectifs évoqués, l'amélioration du cadre de vie, l'encouragement des citoyens à adopter des comportements responsables et enfin la lutte contre les effets du changement climatique.

ANNABA / AÏN EL BERDA :
La famille révolutionnaire organise une campagne de don de sang

S.Y
La famille révolutionnaire, à travers son bureau local d'Aïn El Berda, a organisé une campagne de don de sang, sous la présidence de M. Chetouh Abdelhalim. L'opération a été menée en coordination avec le service de collecte de sang de l'EPSP "Arabi Sebti" d'Aïn El Berda. Les bénévoles de la famille révolutionnaire se sont mobilisés pour accueillir

les donneurs et sensibiliser la population à l'importance de ce geste humanitaire. Dès le début de la matinée, de nombreux citoyens ont répondu présent, témoignant d'un véritable esprit de solidarité. Les équipes médicales ont assuré la collecte dans de bonnes conditions, avec un accompagnement rigoureux des donneurs et un suivi médical conforme aux normes de sécurité. Selon les organisateurs, cette

campagne vise à renforcer les réserves en sang, souvent mises à rude épreuve dans les établissements de santé, notamment en période de forte demande. Les responsables ont salué la participation active des habitants d'Aïn El Berda et ont rappelé que le don de sang demeure un acte volontaire essentiel, capable de sauver de nombreuses vies. D'autres initiatives similaires



devraient être programmées durablement les besoins du prochainement afin de soutenir service de santé local.

ANNABA :
**Les cas de grippe s'amplifient...
Les établissements de santé en état d'alerte**

Sihem.Ferdjallah
Alors que la saison hivernale s'installe progressivement, une forte recrudescence des cas de grippe est observée dans plusieurs régions du pays. Les services de santé signalent une hausse notable des consultations, notamment chez les enfants, les personnes âgées et les individus souffrant de maladies chroniques. Cette augmentation rapide des infections grippales met les établissements hospitaliers en situation d'alerte, certains signalant une pression croissante sur les services de pédiatrie et de

médecine générale. Les médecins rappellent que la grippe n'est pas une simple « fièvre passagère » : elle peut entraîner des complications sérieuses, en particulier chez les personnes fragiles. Les symptômes les plus fréquents — forte fièvre, courbatures, toux sèche, fatigue intense — apparaissent brutalement et nécessitent un repos strict ainsi qu'une bonne hydratation. Les professionnels de la santé recommandent également de consulter en cas de difficultés respiratoires ou de fièvre persistante.

Face à cette situation, les autorités sanitaires appellent à renforcer les mesures de prévention, notamment le lavage régulier des mains, l'aération des lieux clos et l'évitement des contacts rapprochés en cas de symptômes. Elles rappellent également l'importance de la vaccination antigrippale, particulièrement pour les personnes vulnérables. Alors que le pic de la saison grippale pourrait encore être à venir, les spécialistes insistent sur la vigilance collective afin de limiter la propagation du virus et de protéger les catégories les plus à risque.



ANNABA / SANTÉ :
**La gale gagne du terrain dans le milieu scolaire
318 cas décelés**

Sihem.Ferdjallah
Les services de la santé ont enregistré 318 cas de gale au sein du milieu scolaire dans la wilaya d'Annaba, selon les informations rapportées par la radio locale. Face à cette situation, la

cellule wilayale chargée de la coordination entre la Direction de l'Éducation et celle de la Santé a annoncé une série de mesures préventives et de prise en charge. Ces actions visent à isoler les cas confirmés, assurer leur traitement rapide et empêcher la propagation de la maladie dans

les établissements scolaires. Les équipes médicales ont été mobilisées pour intensifier les opérations de dépistage, de sensibilisation et de désinfection, tandis que les établissements concernés ont renforcé leurs protocoles d'hygiène. Les autorités appellent également les

familles à surveiller l'apparition de symptômes et à consulter rapidement les services de santé en cas de suspicion. Selon les responsables, la situation est sous contrôle, mais la vigilance reste de mise afin de protéger la santé des élèves et garantir un climat scolaire sain.



ANNABA / PROTECTION CIVILE :
Huit accidents de la route en 24 heures, dix blessés et aucun décès



Sihem.Ferdjallah
La direction de la protection civile de la wilaya d'Annaba a rendu publique, avant-hier mardi, un point de situation des interventions liées aux accidents de la circulation au cours des dernières vingt-quatre heures. Selon le bilan communiqué, huit accidents de la route ont été enregistrés sur différents axes routiers de la wilaya, causant dix blessés dont l'âge varie entre

quatre et soixante-cinq ans. Les victimes ont été prises en charge sur les lieux avant d'être évacuées vers les structures hospitalières pour recevoir les soins nécessaires. Aucune perte humaine n'a été signalée, un fait rassurant dans un contexte où les accidents de la route demeurent l'une des principales causes de mortalité en Algérie. Les services de la protection civile rappellent néanmoins aux usagers de la route

l'importance de la prudence. Dans leur communiqué, ils insistent sur la nécessité de respecter les limitations de vitesse et d'éviter toute conduite dangereuse, soulignant qu'« une famille attend toujours le retour du conducteur ». Les autorités appellent une nouvelle fois les usagers de la route à la vigilance afin de réduire ce fléau qui continue de peser lourdement sur la sécurité routière et la société.

Syrie

Le premier procès des massacres intercommunautaires de mars dernier s'est ouvert à Alep

Huit mois après les violences qui s'étaient soldées par la mort de près de 1 500 personnes - en grande majorité issue de la communauté alaouite -, 14 personnes ont pour la première fois comparu devant la justice syrienne pour répondre de ces crimes mardi 18 novembre. Un procès qui se veut très symbolique, en s'inscrivant dans le cadre du processus de justice transitionnelle, selon RFI.

Entourés par une rangée de soldats lourdement armés, les 14 accusés sont entrés dans le tribunal tête baissée, le visage camouflé. Puis, devant un parterre de journalistes et



de magistrats, ils sont allés s'installer derrière les lourdes grilles du box des accusés où ils ont été appelés un par un par les juges.

Les chefs d'accusation retenus à leur encontre ont ensuite été

énoncés. Parmi les détenus, sept hommes considérés comme proche de l'ancien dictateur Bachar el-Assad sont suspectés d'avoir attaqué les forces gouvernementales au mois de mars dernier. Proches des

nouvelles autorités, sept autres sont poursuivis pour « meurtre prémédité ».

Dehors, alors que certains proches des accusés s'inquiètent, d'autres s'insurgent comme cette femme dont le fils est accusé d'avoir tué des civils de la communauté alaouite. « Pendant des décennies, aucun crime n'a été jugé sous Bachar el-Assad et maintenant ces procès interviennent ? Je ne resterai pas silencieuse ! », s'indigne-t-elle avant de lancer : « Si je dois me faire exploser, je le ferai ».

« Voilà, le risque », confie pour sa part une source au sein du ministère syrien de la Justice : que des familles, des clans se

révoltent face à d'éventuelles condamnations.

En organisant ce premier procès publiquement accessible depuis la chute de Bachar el-Assad, « le ministère de la Justice a souhaité envoyer un message, montrer que la loi pénale serait appliquée de la même manière pour tout le monde, de façon publique et claire », commente pour sa part Me Rami Hanik, l'avocat de plusieurs accusés parmi lesquels certains encourent la peine de mort, selon lui.

L'audience, qui a été suspendue, reprendra dans un mois pour une moitié des accusés. Pour l'autre, le rendez-vous a été fixé au 25 décembre.

Gaza

L'adoption du plan de paix de Trump suscite un profond scepticisme chez les Palestiniens

Cette nuit, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté une résolution américaine autorisant la création d'une force internationale, aux contours encore flous, placée sous la direction d'un « comité pour la paix » chargé de la sécurité à Gaza. L'objectif affiché est d'avancer vers la deuxième phase du plan de paix élaboré par Donald Trump. Une décision qui suscite un profond scepticisme, aussi bien à Gaza qu'en Cisjordanie, selon RFI. Un nouvel horizon d'incertitudes et de craintes pour son avenir, c'est ainsi que Nour,

20 ans, étudiante infirmière à Gaza, perçoit la résolution votée lundi soir à New York. « Je vois certains points de ce plan comme une potentielle nouvelle occupation, il donne à des étrangers le contrôle de Gaza, de nos frontières, de nos mouvements, de notre vie quotidienne », confie-t-elle.

Pression américaine

Une résolution imposée, selon elle, sous la pression américaine, sans aucune garantie de sécurité pour les civils. À ses yeux, c'est la souveraineté palestinienne sur Gaza qui s'éloigne un peu plus. « Ce plan a été construit

sans la participation des Palestiniens ! Cette force de stabilisation n'est pas claire, qui la contrôle ? Je crains que Gaza devienne une zone administrée par des gens de l'extérieur, à la place des Palestiniens qui devraient diriger la Palestine », s'inquiète-t-elle.

Otages

À Ramallah, en Cisjordanie occupée, le constat est le même. Rencontré dans son bureau, Shawan Jabarin, directeur de l'ONG de défense des droits humains Al-Haq, ne dit pas autre chose. « Ils veulent traiter Gaza comme une zone fermée,



assiégée par les Israéliens, et maintenir les Palestiniens de Gaza à la merci de la puissance occupante. Ils les prennent comme des otages, en les plaçant sous toutes ces

conditions ». Il regrette par ailleurs que le chemin vers l'autodétermination des Palestiniens soit conditionné à la mise en place de cette résolution.

Législatives en Irak

Large victoire pour la coalition du Premier ministre sortant

Les résultats définitifs des élections législatives du 11 novembre ont été annoncés mardi 18 novembre. Avec 46 sièges obtenus, la coalition du Premier ministre sortant Mohamed Chia al-Soudani remporte les suffrages avec une très large majorité. C'est un Parlement dans lequel les partis chiites seront fortement représentés qui tiendra sa première session en janvier 2026.

Les partis chiites réaffirment leur domination du parlement irakien. Après le vote des élections législatives, ils se



rassemblent traditionnellement dans une coalition désignée sous le nom de « Cadre de coordination ». Et celle-ci occupera, cette fois, près de la

moitié des sièges contre moins de 40% auparavant.

Un résultat que Ghazi Faysal Hussein, professeur de relations internationales, regarde d'un

œil très critique : « En raison du monopole exercé par le Cadre de coordination, aucune loi ne sera adoptée sans son approbation et son consentement. La politique irakienne continuera sur la même ligne, avec un biais plus marqué, même si ce n'est pas déclaré, en faveur de l'Iran. »

Cette coalition majoritaire va devoir choisir le nouveau Premier ministre chiite, et par extension, le futur gouvernement d'Irak. Et pour l'heure, rien n'est joué, y compris pour le Premier ministre sortant. « Le Cadre pourrait priver Mohamed Chia al-Soudani du poste de Premier

ministre, même s'il a remporté plus d'un million de voix. De nombreuses factions armées, dont six sont considérées comme terroristes par le département d'État américain, sont membres, aujourd'hui, du Cadre de coordination. Et il est possible qu'elles participent également au futur gouvernement », poursuit Ghazi Faysal Hussein.

Le nouveau parlement devra aussi élire son nouveau président sunnite et le président de la République, qui lui doit être kurde. Les négociations ont déjà commencé.

Le duo Macron-Merz lance les travaux pour rendre l'Europe souveraine sur le numérique

Le constat est partagé par tous : l'Europe du numérique est trop faible et ses États dépendants des géants américains ou des pays asiatiques pour les composants. Un sommet organisé mardi 18 novembre à Berlin, à l'initiative de la France et de l'Allemagne, a réuni des responsables et des acteurs de l'ensemble de l'Union européenne pour réfléchir et travailler sur la souveraineté numérique du continent. Le président Macron ne veut pas que l'Europe soit le « vassal » d'autres puissances. La tonalité est différente, mais l'objectif identique : œuvrer à une souveraineté numérique européenne. Lors du sommet sur la question organisé à Berlin, Emmanuel Macron a martelé que notre continent ne devait pas



être un « vassal » des États-Unis et de la Chine, explique notre correspondant dans la capitale allemande, Pascal Thibaut. Le chancelier Friedrich Merz, plus diplomatique, a répété à plusieurs reprises que les ambitions européennes n'étaient dirigées contre personne, sans

mentionner les éléphants dans la pièce que son Washington et Pékin. « La souveraineté numérique européenne a un coût moindre que la dépendance », a déclaré le dirigeant d'Allemagne. **« Concevoir nos propres solutions »** Ambitieux, Emmanuel Macron

a insisté sur sa vision d'un continent aux commandes de sa destinée numérique. « Soyons clairs, l'Europe ne veut pas être le client des grands entrepreneurs ou des grandes solutions proposées, que ce soit par les États-Unis ou par la Chine. Nous voulons clairement concevoir nos propres solutions », a-t-il martelé, avant de pointer cette « fascination pour les solutions non européennes » qui doit être contrée par la mise en place d'une « préférence européenne ». Celle-ci doit être la « première priorité » pour permettre l'essor des « champions » européens de la tech, a ajouté le président français. Les deux responsables estiment que l'Europe a les moyens de ses ambitions par sa taille, ses compétences ou le dynamisme de

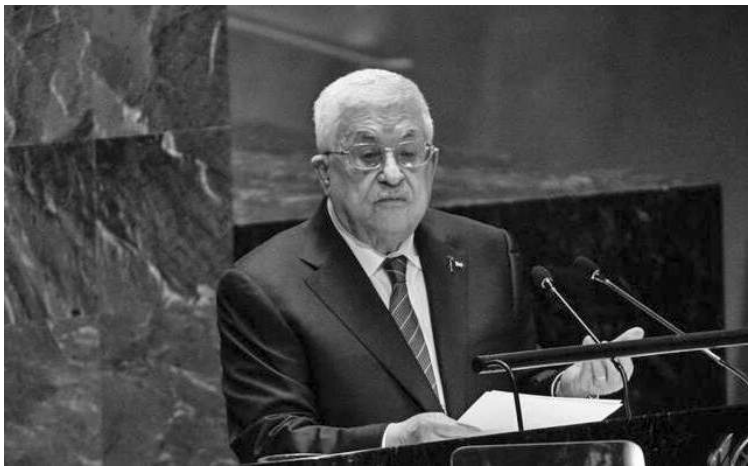
ses entreprises. Ainsi, 12 milliards d'euros d'investissements supplémentaires ont été annoncés par le secteur privé durant le sommet de Berlin. Des coopérations ont été conclues, comme entre le géant allemand des logiciels SAP et le spécialiste français de l'intelligence artificielle Mistral. À côté d'investissements supplémentaires et d'innovations, Merz et Macron ont plaidé pour une simplification des règles européennes. La commission de Bruxelles doit proposer un texte en ce sens, mercredi 19 novembre. Sa vice-présidente, Teresa Ribera, en charge du numérique, a annoncé à Berlin que des géants américains comme Amazon et Microsoft pourraient être soumis à des règles plus strictes.

La Palestine salue la résolution de l'ONU, une étape clé vers la reconnaissance de son statut d'État

L'État de Palestine s'est félicité mardi de l'adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU d'une résolution sur Gaza rédigée par les États-Unis, affirmant qu'elle réaffirme le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à un État indépendant. Il a décrit cette résolution comme un pas important vers l'instauration d'un cessez-le-feu permanent et global et la garantie d'une aide humanitaire sans entrave. Dans une déclaration, les responsables palestiniens ont appelé à la mise en œuvre immédiate de la résolution,

soulignant la nécessité de rétablir une vie normale à Gaza, de protéger les civils, d'empêcher les déplacements et d'assurer le retrait total des forces israéliennes. Ils ont ajouté que la résolution devait également soutenir les efforts de reconstruction, préserver la solution des deux États et mettre un terme à toute tentative d'annexion. L'État de Palestine s'est dit prêt à travailler avec l'administration américaine, les membres du Conseil de sécurité, les pays arabes et islamiques, l'Union européenne, les Nations unies et tous les partenaires impliqués

dans la déclaration de New York. Les responsables ont déclaré qu'une telle coopération était essentielle pour mettre fin aux souffrances des Palestiniens à Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, tout en avançant sur la voie politique d'une paix juste et durable fondée sur le droit international et le cadre de deux États. Réaffirmant son engagement en faveur de l'unité nationale, l'État de Palestine a déclaré qu'il était prêt à assumer toutes ses responsabilités dans la bande de Gaza dans le cadre d'un État palestinien unifié. La déclaration remercie



également les pays qui se sont engagés à soutenir les efforts visant à mettre fin à l'occupation et à instaurer la liberté et

l'indépendance palestiniennes, et qualifie la résolution d'étape importante vers la paix et la stabilité régionales et mondiales.

Guerre en Ukraine

Kiev réclame 43 milliards de dollars de compensation climatique à Moscou

La guerre a aussi un lourd impact sur le climat et la Russie devra payer pour les dégâts environnementaux qu'elle est en train de causer. Voilà le message envoyé par l'Ukraine, ce mardi 18 novembre, à la trentième conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP30), qui se tient en ce moment au Brésil. L'Ukraine compte réclamer, auprès d'un mécanisme créé au sein du Conseil de l'Europe, une compensation à hauteur de 43 milliards de dollars, selon RFI. Carburant brûlé par les chars de combat et les avions, acier et ciment produits pour les lignes



de front... la première cause des émissions de gaz à effet de serre liées à l'invasion russe de l'Ukraine, ce sont les activités militaires, évidemment. Mais il y a aussi les feux que les pompiers

ne peuvent pas aller éteindre en zone de combat, les avions civils, obligés de contourner le territoire. **« Un jour la Russie devra être tenue responsable »**

Au total, l'équivalent de 236,8 millions de tonnes de dioxyde de carbone ont été émis dans l'atmosphère, d'après les experts de l'Initiative pour la comptabilisation des gaz à effet de serre de la guerre (IGGAW), une association financée notamment par l'Ukraine et des gouvernements européens. « Nous avons beaucoup de défis à relever en ce moment, dit le vice-ministre ukrainien de l'Économie et de l'Environnement, Pavlo Kartashov. Tous les jours des gens meurent, nous avons des problèmes énergétiques... mais un jour la Russie devra être tenue responsable de tous les dégâts

qu'elle a causés... y compris des dégâts sur l'environnement, l'eau, les animaux, les sols. » **« L'Ukraine est une puissance agricole »** Mais la deuxième source la plus importante d'émissions liée à la guerre sera la reconstruction. Pour Lennard de Klerk, de l'IGGAW, l'Ukraine peut donc faire autrement : « Au lieu d'utiliser du ciment, utiliser des matériaux biosourcés comme le chanvre, par exemple. L'Ukraine est une puissance agricole, elle peut faire pousser ce chanvre. Ce serait une façon de ne pas produire ces émissions liées à la reconstruction. »

EN / Petkovic :

” Je n’aurai pas de difficultés à choisir mon onze à la CAN’ ”

En se présentant en conférence de presse après la rencontre, Vladimir Petkovic qui était évidemment satisfait de la production de son équipe a tenu à saluer le bon comportement de ses joueurs dans ce match.

“La première chose que je veux dire, c’est de remercier tous les joueurs et mon staff. Aujourd’hui, ce n’est pas seulement une victoire, mais elle a été acquise face à un adversaire de très grande qualité, en l’occurrence, l’Arabie saoudite, laquelle, il faut l’avouer, nous a posé énormément de problèmes. J’avais suivi d’ailleurs les Saoudiens contre la Côte d’Ivoire.” Durant ce stage de novembre, des joueurs ont montrés des qualités qui devront encourager le coach national à les faire jouer plus à l’avenir.

“Mon vœu maintenant est que les joueurs puissent rester en

bonne forme jusqu’à la CAN, afin que les 55 joueurs de ma liste élargie ne me mettent pas en difficulté au moment d’arrêter la liste finale”, avoue-t-il.

“Mahrez et Aouar, il est très probable qu’ils soient avec nous à la CAN”

Par ailleurs, s’exprimant sur le chevauchement des dates entre la Coupe Arabe des Nations FIFA 2025 et la CAN, Petkovic dira : “Les joueurs qui évoluent dans les championnats arabes vont rester presque un mois sans compétition. A cet effet, on va établir un programme spécifique pour eux. Je pense que ce n’est une bonne chose que la Coupe arabe et la CAN soient programmées durant la même période.” A la question de savoir si Mahrez et Aouar vont participer à la Coupe Arabe des Nations FIFA 2025, pour le coach national répondra : “Ce n’est pas impossible.” Mais, il précisera



que “ la décision m’appartient, mais il est très probable qu’ils soient avec nous à la CAN, car on ne peut pas prendre part à deux compétitions en si peu de temps.” Dans la rencontre d’hier, parmi les éléments qui ont brillé, on retiendra surtout la belle performance de Belaïd et Hadj Moussa, d’où la question si ces deux joueurs ont gagné une place de titulaire. “Tout est

possible, mais je préfère parler du collectif. Tous ceux qui sont entrés ont donné satisfaction. Je n’ai pas de réseaux sociaux pour suivre ce qui se dit, mais j’entends ce qui se dit à chaque fois que je fais des choix. Cela dit, je ne cherche pas à satisfaire tout le monde”, répond-il.

L’émergence de plusieurs joueurs durant ce stage incitera-elle le coach national à chambouler son

équipe-type ? ”Sincèrement, je n’aurai pas de difficultés pour choisir mon onze-type à la CAN. Les deux derniers matchs vont me permettre d’évaluer tous les joueurs. Parmi les 23, je sélectionnerai les meilleurs onze joueurs, mais je ne me fait aucun souci, car je connais mes joueurs et je cherche toujours à aligner les meilleurs ensemble. J’ai également la chance de pouvoir effectuer cinq changements au cours d’un match.”

“Un dernier match amical avant d’aller au Maroc”

Enfin, selon Vladimir Petkovic, l’EN va livrer une ultime rencontre amicale avant le voyage au Maroc, et celle-ci se jouera au CTN de Sidi Moussa.

“Il restera un match amical à Sidi Moussa avant d’aller à la CAN, puisqu’il ne restera que cinq jours avant le début de la compétition”, dévoilera le coach national.

EN :

Bennacer, la “Dinamo” génère de l’optimisme



Absent des deux derniers rassemblements de septembre et octobre, Ismaël Bennacer a retrouvé la sélection et une place de titulaire dans le milieu de terrain. D’ailleurs, sur les deux sorties face au Zimbabwe et l’Arabie saoudite, le pensionnaire du Dinamo Zagreb a montré un visage rassurant en donnant de l’équilibre au bloc.

Impactant, combatif et serein balle au pied, ce sont les trois aspects qu’on peut relever des

deux matchs livrés par Bennacer avec les Verts en cette date FIFA de novembre. L’ancien sociétaire d’Empoli FC a dû patienter et essuyer la frustration d’octobre avant de retourner dans les rangs d’El-Khadra.

En le prenant pour ce stage, Vladimir Petkovic savait préalablement que le joueur, qui aura bientôt 28 ans, n’est pas encore en possession de tous ses moyens. « Bennacer, je veux le voir travailler et pouvoir le juger pour l’emmener avec moi

(à la CAN, NDLR). Il n’est pas encore prêt à 100 %, mais il a fait de bons matchs avec le Dinamo », estimait le chef de la barre technique Dz en conférence d’avant-stage.

Même “diminué”, il a gratté 6 ballons !

Cela s’est confirmé lors des deux sorties de novembre. Bennacer était volontaire et impliqué défensivement (6 ballons récupérés) et offensivement, notamment en première mi-temps. Il a défendu crânement

sa place pour prouver son mérite d’être là. Les prises de balles et les transmissions sont au point. Aussi, on a pu voir qu’il a donné de la densité au jeu sur le côté gauche du bloc lors du premier acte en combinant constamment avec Rayan Aït-Nouri. Le volume était tel que ça a créé une sorte de déséquilibre avec le côté droit.

En revanche, quand il s’agit d’accélérer, les jambes manquent d’explosivité. Et cela reste normal pour un joueur qui

revient de deux grosses blessures et qui n’a pas fait de préparation d’intersaison. Avec plus de matchs avec les Zagrébois, qui lui garanti un temps de jeu conséquent depuis quelques semaines (6 titularisations depuis fin septembre pour 465 minutes passées sur le pré), il y a de fortes chances pour qu’Isma, remplacé à la 78e minute hier par Ibrahim Maza, soit au point pour la CAN 2025. En tout cas, il reste précieux dans un secteur qui l’a vu briller par le passé.

L'Italie tremble déjà de peur pour les barrages de la Coupe du Monde 2026



An nouveau poussée vers l'épreuve des barrages après une lourde défaite en Norvège, l'Italie aborde la route vers le Mondial 2026 avec la peur au ventre. Traumatisée par les éliminations de 2018 et 2022, la Nazionale voit ressurgir de vieux démons alors que se dessinent des adversaires aussi familiers que redoutés. En Italie, la trêve internationale n'a rien eu de reposant. La lourde défaite subie face à la Norvège (1-4) à San Siro a fait voler en éclats les certitudes bâties depuis la prise de fonction de Gennaro Gattuso, ravivant les doutes les plus profonds d'un football transalpin toujours à la recherche de stabilité. Les critiques pleuvent de toutes parts et la planète foot se demande comment une grande nation aussi historique et championne d'Europe en 2021 peut paraître aussi fragile et peu inspirée, au point de devoir encore une fois emprunter la voie tortueuse des barrages pour espérer rallier la

Coupe du Monde 2026. Dans les tribunes comme sur les plateaux télévisés, les tifosi oscillent entre frustration et résignation. Pour beaucoup, ce naufrage à Oslo est le symbole d'un mal plus profond, d'un collectif encore hésitant, psychologiquement friable et désormais contraint à un printemps de tous les dangers. Malgré une équipe u-17 championne d'Europe en 2024, u-20 vice-championne du monde en 2023 et u-19 championne d'Europe en 2022 et 2023, la Nazionale ne parvient pas à se renouveler et à développer ses pépites. Ce sentiment d'inquiétude collective ne doit rien au hasard. L'Italie, plus que n'importe quelle autre grande nation européenne, garde en mémoire les traumatismes de 2018 et de 2022, deux éliminations retentissantes qui ont laissé des cicatrices encore visibles. Et voilà que l'histoire semble décidée à se répéter. Depuis dimanche soir, la situation est

officielle, puisque les Azzurri devront une nouvelle fois passer par les barrages européens, dont l'identité des équipes qui composeront les quatre tableaux est désormais connue. Les supporters l'ont appris avec un mélange d'angoisse et de fatalisme. Le mois de mars sera une nouvelle épreuve de vérité, où chaque erreur se paiera cash, où la route vers le Mondial passera encore par des matches à élimination directe, cruel miroir des traumatismes récents. Le tout pour chasser les vieux démons et espérer participer à la première Coupe du Monde depuis 12 ans, alors que l'Italie n'a pas joué un match de phase finale du Mondial depuis la finale de 2006 contre la France. Le tirage au sort aura lieu ce jeudi et ce sont 60 millions de tifosi qui retiennent leur souffle.

Les fantômes passés resurgissent

Le sort pourrait en effet réveiller de vieux cauchemars. Le règlement des barrages,

inchangé dans son principe, prévoit quatre mini-tableaux distincts avec demi-finales et finales disputées en match unique. L'Italie, classée chapeau 1 grâce à son classement FIFA, aura l'avantage de jouer sa demi-finale à domicile, mais devra affronter l'une des quatre équipes repêchées via la Ligue des Nations 2024/25 : la Roumanie, la Suède, l'Irlande du Nord ou la Macédoine du Nord. Un tirage qui glace déjà le sang de nombreux Italiens, tant la présence de la Suède, bourreau de 2017, et de la Macédoine du Nord, tombeuse de 2022 à Palerme, renvoie à deux des pires pages de l'histoire récente du football italien. Si le hasard décidait de placer l'une de ces nations sur la route de la Nazionale, le match prendrait instantanément une dimension psychologique démesurée, comme une revanche attendue, mais surtout redoutée. Et le danger ne s'arrête pas là. Car si l'Italie devait franchir

ce premier obstacle, la finale lui offrirait une opposition encore plus robuste, issue des sélections placées en deuxième ou troisième chapeau. Parmi elles, des adversaires solidement armés et rompus à ce type de rendez-vous, avec la Pologne de Robert Lewandowski, le Pays de Galles qui reste sur une très grosse victoire (7-1), la République tchèque ou la Slovaquie, tandis que l'Irlande, la Bosnie, l'Albanie et le Kosovo composent le troisième chapeau à ne surtout pas sous-estimer. Autant dire que rien ne sera simple, ni acquis, ni même confortable pour une Italie qui devra puiser dans son orgueil, sa discipline tactique et son caractère pour espérer s'envoler vers le Mexique, le Canada et les États-Unis en 2026. Plus qu'une qualification, l'Italie devra ainsi prouver qu'elle a enfin tourné la page de ses démons, et qu'elle peut redevenir une nation qui inspire la peur.



YouTube Music teste enfin cette fonction très attendue par les utilisateurs

Jusqu'à récemment, il était impossible de faire des recherches dans les listes de lecture YouTube Music. Mais ça va bientôt changer !

Disponible dans la majorité des appareils Android, YouTube Music a dépassé cette année les 5 millions de téléchargements sur le Play Store. La plateforme trace sa route en toute discrétion, sans oublier de s'améliorer au passage : options IA, radios personnalisées, prolongement de la fonctionnalité Samples, etc. Une autre fonction très attendue est actuellement en cours de test sur la plateforme. On fait le point.

Les recherches au sein des playlists arrivent sur YouTube Music

Jusqu'à aujourd'hui, la fonction de recherche au sein des listes de lecture faisait partie des grandes absentes dans YouTube Music et cela compliquait la vie de nombreux utilisateurs. Pour retrouver un titre fétiche,

il fallait, en effet, soit perdre son temps à faire défiler de longues listes soit utiliser des extensions de navigateur sur ordinateur, ce qui était loin d'être pratique.

Mais Google semble enfin avoir décidé de résoudre ce problème. En effet, l'utilisateur Xerus9915 a partagé une trouvaille très intéressante sur Reddit : il a remarqué une nouvelle option dans la version 8.45.3 de l'app iOS de YouTube Music. Son nom ? « Find in Playlist » (« Rechercher dans la liste de lecture » en français). Limitée aux playlists, la fonction n'est pas étendue aux radios.

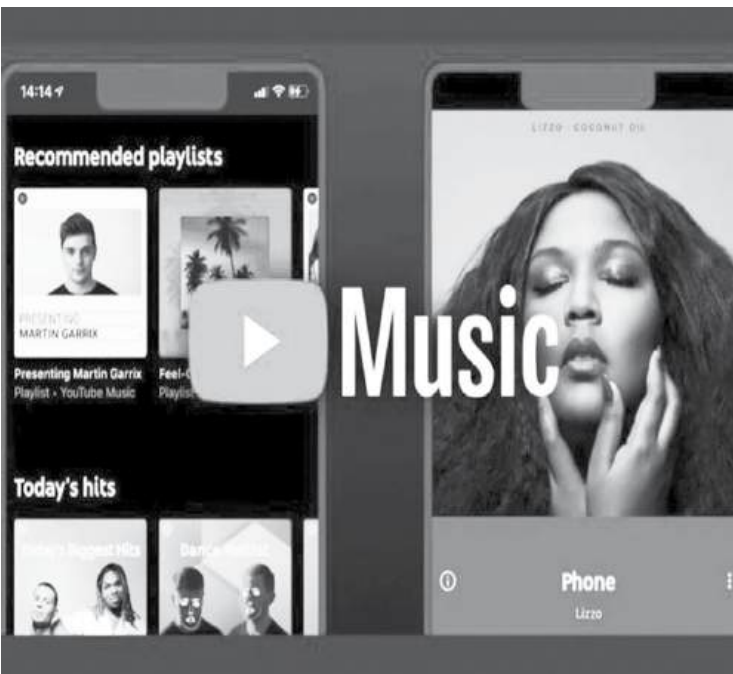
Une fonction testée de façon limitée

Si cet utilisateur basé en Inde a pu tester cette nouvelle fonctionnalité, tout le monde n'a pas eu cette chance : plusieurs utilisateurs Android et iOS affirment ne pas y avoir accès en cliquant sur les trois petits points visibles à côté de leurs listes de lecture. Intriguée, l'équipe du site Android Authority a aussi

fait des recherches mais n'a pas réussi à trouver l'option dans une version identique de l'app. Il semblerait que l'option n'ait été déployée qu'à une poignée de personnes, sous la forme d'un test A/B.

Google n'ayant pas communiqué sur le sujet, difficile, pour le

moment, d'en savoir plus sur cette nouvelle fonctionnalité de recherche. On ne sait donc pas quand elle sera déployée globalement ou si d'autres phases de tests seront nécessaires avant son lancement officiel. Bref, il va falloir faire preuve d'un peu de patience.



En Bref...



Ce drone est grand comme la paume d'une main, ultra léger avec ses 151 grammes et il se destine aux vidéastes qui ne souhaitent pas s'embarasser du pilotage. Pour cause, il n'a pas besoin de radiocommande pour être contrôlé, il suffit de faire des gestes de la main ou lui parler pour lui indiquer ce qu'il doit faire. Difficile de faire plus simple !

Le nouveau DJI Neo 2 reprend la formule de son prédécesseur lancé il y a un an. Au premier abord, rien ne semble le différencier de sa première mouture, sinon un prix qui passe brutalement de 199 à 239 euros. Cette différence de tarif se justifie par l'arsenal technologique embarqué dans ce poids plume.

Pour éviter les collisions avec les obstacles, le DJI Neo 2 intègre un LiDAR et un capteur infrarouge. Associés, les deux éléments renforcent la détection en dessous du drone et devant lui. La caméra s'améliore également avec une stabilisation sur deux axes au lieu d'un. L'optique gagne en qualité avec l'équivalent d'un 16,5 mm f/2,2. Le capteur d'1/2 pouce et 12 mégapixels reste en revanche identique.

Il vous suit partout
Au niveau résolution, il capture les images en 4K et pour des prises de vue destinées aux smartphones et réseaux sociaux

, il peut même les réaliser au format vertical. Le drone peut vous suivre partout avec son capteur et vous garder dans son cadre avec différents modes de vols prédéfinis (QuickShots), réglables directement sur l'appareil. Il est bien plus rapide que son prédécesseur avec sa vitesse de pointe de 44 km/h. Il pourra donc suivre sans difficultés un vélo dans ses évolutions.

DJI annonce une autonomie de 19 minutes. Si le drone peut voler en toute autonomie, il est également possible de le piloter ou de gérer ses fonctionnalités via un smartphone. Au niveau réglementaire, le drone s'inscrit dans la classe C0 et n'est utilisable que dans la catégorie dite « Open A1 ». Il est nécessaire de l'enregistrer sur la plateforme AlphaTango et de passer une certification gratuite en ligne pour pouvoir le faire voler.

Samsung dans la tourmente Des smartphones cachent une appli israélienne préinstallée qui collecte des données sensibles

Si vous faites partie des millions de personnes qui ont acheté un smartphone Samsung, vous avez peut-être remarqué la présence de l'application AppCloud. Elle est au centre d'une nouvelle polémique, qui accuse Samsung d'avoir installé un spyware israélien impossible à désinstaller.

Plus tôt cette année, Smex, une organisation non gouvernementale qui milite pour les droits numériques dans le monde arabe, a publié une lettre ouverte adressée à Samsung. C'était le début d'une polémique sur les réseaux sociaux qui, depuis, ne fait qu'enfler. La lettre critique l'inclusion d'une application israélienne sur les smartphones du constructeur, qui collecte un certain nombre de données. S'agit-il d'un logiciel espion ? C'est la question que se posent de nombreux experts. La société Brinztech, spécialiste de la cybersécurité, a publié un rapport ce week-end sur l'application mise en cause. Elle se nomme AppCloud,

et elle est développée par la firme israélienne controversée ironSource.

Depuis un partenariat en 2022, l'application est installée d'office sur les smartphones de Samsung, principalement les modèles A et M. Elle entre dans la catégorie des bloatwares, ces applications indésirables, préinstallées lors de l'achat d'un smartphone. Le problème est qu'il est impossible de la désinstaller, à moins d'obtenir un accès root au système d'exploitation (un jailbreak), ce qui annule la garantie.

Bloatware ou spyware ?

S'il est possible de désactiver l'application, elle se réactive souvent après une mise à jour. Surtout, elle collecte des données sensibles. Selon Brinztech, AppCloud enregistre des informations biométriques, des adresses IP, des données de localisation et des empreintes digitales, le tout sans le consentement de l'utilisateur. Une telle application est très certainement en infraction du règlement général sur la protection des données (RGPD)

en Europe.

La bonne nouvelle est qu'il ne s'agit très certainement pas d'une nouvelle affaire Pegasus, où un logiciel espion développé par l'entreprise israélienne NSO avait été infiltré sur les smartphones de militants, des journalistes, des avocats et des responsables politiques. ironSource est devenue une filiale de la firme américaine Unity, un développeur de jeux vidéo (et du moteur de rendu

Unity), et AppCloud semble être avant tout utilisé pour le marketing. Ce n'est donc pas un outil qui espionne les utilisateurs pour le compte de l'État israélien.

De plus, l'application n'est pas nouvelle, et ne se cache pas comme c'était le cas avec Pegasus. Elle est présente et visible sur les smartphones Samsung depuis trois ans déjà. Néanmoins, il n'est pas exclu qu'il s'agisse d'une façade pour une collecte de données à d'autres fins.

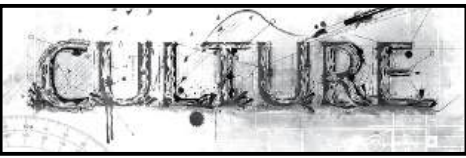
La réponse de Samsung se fait attendre

Toutefois, une application

imposée, installée d'office et impossible à désinstaller, et qui collecte des données à l'insu de l'utilisateur, est très problématique. Samsung ne s'est pas encore exprimé sur le sujet, mais étant donné l'ampleur que prend la polémique, le constructeur devra sans doute s'expliquer. Selon Forbes, certains pays envisageraient d'interdire les appareils de la marque à cause de cette application, mais, à ce stade, il s'agit plutôt de rumeurs. Samsung est le deuxième plus gros vendeur de smartphones au monde, juste derrière Apple, donc il semble peu probable que des pays tentent de l'interdire complètement.

Alors bloatware ou spyware

? Il faudra certainement attendre la réponse de Samsung pour en avoir le cœur net. Dans tous les cas, il est conseillé de le désactiver si vous constatez qu'il est présent sur votre appareil, en attendant de plus amples informations.



« Sans vous » : Quand l'absence devient destin au Festival international du court-métrage de Timimoun

Sara Boueche

L'œuvre Sans vous du réalisateur Nadjib Oulebsir s'impose, lors du quatrième jour du Festival international du court-métrage de Timimoun, comme un remarquable plaidoyer filmique sur la fragilité des liens familiaux et la violence sourde de l'absence. Présentée en amazigh et sous-titrée en français, cette fiction de 27 minutes a profondément ému le public par la force de son écriture visuelle et la sobriété de sa mise en scène.

Ancré dans une maison familiale isolée au sommet d'une montagne — autrefois envisagée comme un refuge apaisant — le récit dévoile un espace désormais hanté par le silence. Les enfants, partis en France pour y bâtir leur avenir professionnel, n'en franchissent plus le seuil. Cette



distance, devenue véritable ligne de fracture affective, consume lentement le père. Rendu amer par les refus successifs de ses

enfants de revenir, même pour un bref séjour, il s'enfonce dans une amertume où se mêlent colère, déception et douleur sourde.

Face à lui, la mère, affaiblie mais empreinte de douceur, tente de maintenir un fragile équilibre émotionnel que rien ne semble pouvoir préserver.

Avec une grande finesse narrative, Oulebsir examine le glissement progressif d'une famille vers l'éclatement. Le père, acculé par le sentiment d'abandon, nourrit un ultime espoir : revoir ses enfants une dernière fois. Cette aspiration, pourtant dérisoire, le conduit aux frontières de l'impensable, révélant la profondeur de son désarroi.

Quand l'absence devient enfermement

La disparition de la mère marque un tournant tragique. Les enfants, revenus trop brièvement, semblent étrangers à la détresse paternelle, incapables de percevoir l'étendue du vide

qu'ils laissent derrière eux. Le film s'achève alors sur une image d'une puissance saisissante : le père, désormais prisonnier. Prison réelle, si le récit suggère qu'il a pu commettre l'irréparable ; prison intérieure, surtout, puisque sa maison vide — écrin d'une absence devenue insoutenable — constitue elle-même le lieu de sa captivité intime.

En laissant planer cette ambiguïté, Oulebsir offre au spectateur une réflexion profonde sur la responsabilité, la solitude et la frontière fragile entre la faute et l'abandon. Sans vous se présente ainsi comme une œuvre poignante, où l'absence n'est plus seulement un manque, mais une forme d'enfermement dont on ne sort jamais indemne.

À M'sila, le 8^{ème} Salon national des arts plastiques célèbre la créativité et l'échange artistique

Sara Boueche

La huitième édition du Salon national des arts plastiques a été inaugurée lundi à M'sila, sous le thème évocateur : « Avec les arts plastiques, les idées se transcendent ». Organisé par la Maison de la culture Guenfoud El Hamlaoui, sous la supervision de la direction locale de la culture et des arts, l'événement rassemble cette année une diversité remarquable d'artistes et de productions visuelles.

Selon Mourad Benaïssa, directeur de la culture et des arts de la wilaya, le Salon réunit les œuvres

de 27 artistes plasticiens issus de 18 wilayas, témoignant d'une représentation nationale riche et variée. Durant trois jours, le public pourra découvrir 81 œuvres couvrant un large éventail de styles et d'expressions artistiques, offrant ainsi un panorama significatif de la création contemporaine en Algérie.

Le programme, conçu pour associer réflexion et découverte, inclut plusieurs activités culturelles, dont un hommage à l'artiste-peintre Noui Saâd, figure marquante de Boussaâda. Les participants bénéficieront également d'une excursion vers

le site archéologique classé de Kalaât Beni Hammad, permettant de conjuguer pratiques artistiques et immersion patrimoniale.

Pour M. Benaïssa, cette manifestation vise avant tout à soutenir et dynamiser la scène des arts plastiques, en mettant en lumière les talents émergents et confirmés, et en encourageant les échanges entre créateurs. Le Salon ambitionne ainsi de renforcer la diffusion artistique et de contribuer au développement d'un espace de dialogue esthétique et culturel au sein de la région et au-delà.



Patrimoine immatériel mondial : L'Unesco examinera 68 nouvelles candidatures en décembre

Sara Boueche

L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) a annoncé que 68 candidatures seront étudiées lors de la 20^e session ordinaire du Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, qui se tiendra du 8 au 13 décembre à New Delhi (Inde). Cette session annuelle constitue l'un des rendez-vous majeurs pour l'évaluation et la reconnaissance des pratiques culturelles vivantes à travers le monde.

Selon le communiqué de l'agence onusienne, le Comité devra examiner des dossiers soumis par 78 États, répartis sur les trois dispositifs d'inscription que compte le patrimoine immatériel de l'Unesco. Sont ainsi proposées :

54 candidatures pour la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité,

11 candidatures pour la Liste du patrimoine nécessitant une sauvegarde urgente,

1 proposition visant l'inscription au Registre des bonnes pratiques de sauvegarde.



L'Unesco souligne également que deux demandes de transfert d'éléments de la Liste du patrimoine nécessitant une sauvegarde urgente vers la Liste représentative seront évaluées, en reconnaissance des mesures de protection jugées efficaces dans

les communautés concernées.

La session 2024 se distinguera en outre par la présentation de neuf candidatures multinationales, témoignant d'une volonté croissante de coopération culturelle entre pays. Par ailleurs,

sept États pourraient être inscrits pour la première fois sur l'une des listes, marquant une étape importante dans la valorisation de leur patrimoine vivant.

La Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité vise à reconnaître, documenter et promouvoir la diversité des pratiques, expressions, traditions et savoir-faire portés par les communautés, rappelant ainsi l'importance de leur transmission et de leur sauvegarde dans un monde en constante transformation.



Le tableau de Gustav Klimt «Le Portrait d'Elisabeth Lederer» devient la deuxième œuvre la plus chère jamais vendue aux enchères

Le tableau le plus cher jamais vendu aux enchères demeure le «Salvator Mundi», attribué à Léonard de Vinci, vendu 450 millions de dollars en 2017. Un portrait peint par l'Autrichien Gustav Klimt, vendu 236,4 millions de dollars (204 millions d'euros) par Sotheby's, mardi 18 novembre à New York, est devenu la deuxième œuvre la plus chère jamais adjugée aux enchères. Le tableau le plus cher jamais vendu aux enchères demeure le Salvator Mundi, attribué à Léonard de Vinci, vendu 450 millions de dollars en 2017. Six acheteurs se sont disputé pendant 20 minutes Le Portrait d'Elisabeth Lederer (1914-1916), estimé à 150 millions de dollars, qui représente la fille du principal mécène du peintre dans une robe impériale chinoise blanche, devant une tapisserie bleue aux motifs



d'inspiration asiatique. Sotheby's n'avait pas dévoilé le nom de l'acquéreur dans l'immédiat. De grands portraits en pied très rares À l'instar du Portrait d'Elisabeth

partie des collections des grands musées, très peu sont détenus par des collectionneurs privés. Pour l'artiste autrichien, le précédent record aux enchères était détenu par la Dame à l'éventail (1917-1918), adjugée pour 85,3 millions de livres sterling (98,9 millions d'euros et 108,8 millions de dollars), à Londres, en 2023. Plusieurs autres œuvres de l'artiste se sont vendues lors des mêmes enchères mardi, dont sa Prairie en fleur pour 86 millions de dollars (74,2 millions d'euros) et sa Pente forestière à Unterach am Attersee (1916) pour 68,3 millions de dollars (58,9 millions d'euros). Ces tableaux, ainsi que deux études pour un portrait vendues 520 700 dollars (449 550 euros) et 482 600 dollars (416 650 euros), faisaient partie de la collection de Leonard A. Lauder, héritier de l'empire des cosmétiques Estée Lauder, décédé en juin à l'âge de

92 ans. La vente d'un Frida Kahlo très attendue jeudi Mis en vente jeudi par Sotheby's à New York, un autoportrait de Frida Kahlo a de bonnes chances de devenir le tableau le plus cher réalisé par une femme. Estimée entre 40 et 60 millions de dollars, cette peinture de 1940 intitulée Le Rêve (La Chambre) la représente dormant dans un lit surplombé d'un immense squelette. Le tableau le plus cher d'une artiste femme vendu jusqu'à présent est une œuvre de 1932 de l'Américaine Georgia O'Keeffe, qui avait atteint la somme de 44,4 millions de dollars (38,4 millions d'euros) en 2014. Le record pour Frida Kahlo est un autre autoportrait de 1949, Diego et moi, qui s'est vendu pour 34,4 millions de dollars à New York.

Pourquoi « Wicked : partie 2 » fonctionne moins bien que le premier film

Ce nouveau volet ne retrouve pas le charme du premier autour d'Ariana Grande et Cynthia Erivo On se souvient avec tendresse de l'excellente surprise que constituait Wicked de John M. Chu sorti en décembre dernier. L'adaptation de cette comédie musicale créée en 2003, culte dans les pays anglo-saxons mais presque inconnue en France, était très réussie. On y découvrait la rivalité entre la fée et la sorcière du Magicien d'Oz, respectivement campées par Ariana Grande et Cynthia Erivo. La fin du premier volet laissait le spectateur en plein suspense dont le second opus a été conçu pour le sortir. La « gentille » Glinda toute rose va-t-elle épouser le beau jeune homme qui aime sa rivale ? On comprend qu'elles se le disputent : il est incarné par Jonathan Bailey, élu l'homme le plus sexy du monde par le magazine People. La « méchante » Elphaba toute verte arrivera-t-elle à déjouer les plans machiavéliques du charlatan qui se fait passer pour magicien (Jeff Goldblum) et la vénéneuse directrice de l'école de magie (Michelle Yeoh) sera-t-elle vaincue ? L'action reprend là où on s'était arrêté. Pour s'y retrouver, il faut avoir vu Wicked et être doté d'une bonne mémoire. Sinon, on est un peu largué au milieu de tous ces personnages

car rien n'est prévu pour nous aider à nous souvenir de l'épisode précédent. **Cinq heures, c'est trop !** Du point de vue visuel, il n'y a pas de problème. Les décors et les costumes sont toujours sublimes. Les interprètes sont aussi tops. Ils y mettent du cœur. Le problème est que les deux films mis bout à bout totalisent environ cinq heures de projection. Bien plus que la pièce de théâtre originale, et c'est trop. On a souvent l'impression que le réalisateur étire interminablement les scènes de dialogues entre deux numéros musicaux, histoire de parvenir à la durée qu'on lui a fixée. On voit très bien où il aurait pu couper pour rendre l'ensemble plus fluide. **Une fin abrupte** Si Wicked 2 manque de rythme (un comble pour un « musical »), il semble que John M. Chu se soit soudain réveillé pour résoudre les situations d'un coup de baguette magique. La fin arrive de façon abrupte et multiplie les coups de théâtre plus ou moins fumeux. Le cinéaste ne laisse pas vraiment le temps à la nostalgie et aux émotions de se développer au moment du dénouement. Il laisse le spectateur sonné, un peu comme s'il le poussait hors de la salle après une avalanche de rebondissements précédée par un assoupissement généralisé. **De grosses ficelles** Les correspondances entre

Wicked et Le Magicien d'Oz passent mal et semblent artificielles. Certes, l'intrigue est fidèle à la pièce. Pourtant, les ressorts dramatiques passent mieux sur scène qu'à l'écran où tout semble grossi à l'extrême. Même les références au Magicien d'Oz finissent par perdre de leur saveur tant elles sont appuyées. Le cinéaste a le postérieur entre deux strapontins entre hommage béat et omissions gênantes. Les cinéphiles attendront ainsi en vain le « Je fonds. Je fonds », réplique iconique du classique de Victor Fleming et King Vidor. **Des titres moins mémorables** A moins de connaître la comédie musicale par cœur, les titres de cette seconde partie sont moins chantants. On ne ressort pas de la salle en les fredonnant. Bien sûr, certains numéros musicaux sont réussis (mais c'est le minimum syndical pour une production comme celle-ci). On a des frissons notamment « No Good Deed » ou « Wonderful ». Cela n'est pas suffisant pour combler les passages mollassons. La surprise qui entourait Wicked a bel et bien disparu ce qui est tout de même bien dommage. La déception provoquée par cette deuxième partie est d'autant plus cuisante qu'on avait aimé le début d'une histoire qui aurait pu être tellement mieux contée en un seul long métrage.





Douleur sous les côtes : Gauche, droite, causes, que faire ?

Une douleur ressentie sous les côtes (à gauche ou à droite) quand on respire ou quand on mange ne doit pas être prise à la légère. Expertise du Pr Jean-Marie Péron, chef de service d'hépatogastroentérologie de l'hôpital de Purpan.

Des douleurs ressenties sous les côtes, plus exactement dans la région sous-costale appelée «hypocondre» après manger, en respirant... doivent amener à consulter un médecin. Elles peuvent signaler une maladie du foie, du pancréas, des reins ou une atteinte des voies biliaires. Quelles sont les causes d'une douleur sous les côtes ? Du côté droit ? Du côté gauche ? Des deux côtés? Quelles solutions ? Conseils.

Définition : Qu'appelle-t-on une douleur sous les côtes ?

Les douleurs sous-costales droites apparaissent au niveau de l'hypocondre droit, la partie supérieure de l'abdomen. Les douleurs sous-costales gauches désignent les douleurs ressenties sur la partie supérieure de l'abdomen également mais du côté gauche (hypocondre gauche). Quelles sont les causes d'une douleur sous les côtes ?

► Du gaz dans les intestins. «L'une des principales causes de douleur dans cette région de l'abdomen est la présence de bulles de gaz dans le gros intestin. Cela provoque de l'inconfort digestif, des crises de coliques. C'est tout à fait banal », décrit en préambule le Pr Jean-Marie Péron, chef de service d'hépatogastroentérologie de l'hôpital de Purpan (CHU de Toulouse) et secrétaire générale de la Société nationale française de gastro-entérologie (SNFGE). ► Des calculs biliaires. Des douleurs ressenties sous les côtes droites peuvent également être le

signe d'une atteinte des voies biliaires appelée lithias biliaire. Elle survient lorsque des calculs, qui se forment dans la vésicule biliaire, mettent en tension les voies biliaires. Il s'agit d'un trouble fréquent dans les pays occidentaux où au moins 20% de la population adulte en souffrent. «Dans l'immense majorité des cas, la lithias biliaire n'entraîne aucun symptôme et ne nécessite pas de traitement particulier», souligne le Pr Jean-Marie Péron. Mais parfois le calcul migre dans les voies biliaires, ce qui entraîne une douleur qu'on appelle la colique hépatique. Les personnes âgées, les femmes et les personnes obèses sont les plus à risque. Les personnes qui sont victimes d'une colique hépatique se plaignent de douleurs intenses durant plusieurs minutes, voire plusieurs heures, qui peuvent irradier dans le dos et l'épaule droite. Des douleurs si violentes que la respiration est difficile et limitée. Une autre complication des calculs vésiculaires est la cholécystite aiguë. Il s'agit d'une infection de la vésicule biliaire qui associe des douleurs de l'hypocondre droit et de la fièvre modérée. Ce tableau clinique peut encore s'aggraver si le calcul sort du canal cystique et rejoint la voie biliaire principale. Les patients atteints de cette complication, nommée angiocholite, souffrent de douleurs intenses associée à une fièvre importante, des frissons et un ictère (jaunisse). «Ce trouble est rare, mais c'est une urgence vitale. Les patients doivent être pris en charge très rapidement sinon ils risquent la septicémie», insiste le Pr Péron. ► Une maladie du foie. Les douleurs chroniques de l'hypocondre droit peuvent être le signe d'une maladie du foie. Les patients se plaignent alors d'une pesanteur au niveau de l'abdomen à droite sous les côtes.

En cause : une augmentation du volume du foie (hépatomégalie). C'est notamment le cas du foie cardiaque, une trouble hépatique observé chez les patients atteints d'insuffisance cardiaque. Chez ces derniers, on observe une accumulation de sang dans le foie car les veines n'arrivent pas à le faire remonter jusqu'au cœur », explique le spécialiste. Les douleurs sous costales droites peuvent aussi signaler une tumeur du foie bénigne ou maligne (cancer). En cas de tumeur maligne, il peut s'agir d'un cancer primitif ou de métastases. ► Une inflammation. Les douleurs sous-costales gauches peuvent être un signe révélateur de plusieurs affections telles que la colite (inflammation du côlon), la pancréatite (inflammation du pancréas), l'hydronéphrose et la tuberculose. ► D'autres causes. Elles peuvent aussi résulter d'une forte pression au niveau du rein et des voies urinaires due à un calcul (colique néphrétique), de la présence de kystes ou d'un cancer du rein.

Quelles sont les causes d'une douleur sous les côtes à gauche?

colite (inflammation du côlon)
pancréatite (inflammation du pancréas)
hydronéphrose
tuberculose.

Quels examens faire quand on a mal sous les côtes ?

Le premier examen à réaliser systématiquement est une échographie abdominale pour repérer d'éventuels calculs dans la vésicule ou les voies biliaires, ou une tumeur du foie. En parallèle, il est également indispensable de réaliser une prise de sang afin d'effectuer un bilan hépatique. Cette analyse permet de détecter toute anomalie hépatique. «Il faut vérifier le taux des transaminases, la gamma GT, les phosphatases alcalines, la bilirubine totale. Si les douleurs



sont dues à un trouble hépatique, les taux seront en augmentation, indique le Pr Jean-Marie Péron. Si les résultats de l'échographie et du bilan sanguin sont négatifs, c'est rassurant».

Toute douleur de l'hypocondre droit mérite une consultation chez le médecin

Quand consulter si on a une douleur sous les côtes ? «D'une façon générale, toute douleur de l'hypocondre droit mérite une consultation chez le médecin», juge le spécialiste. Ce dernier se veut rassurant et rappelle que dans un grand nombre de cas, les douleurs de l'hypocondre droit sont en réalité des douleurs du gros intestin induites par des gaz ou une constipation.

Quel est le traitement pour soigner une douleur sous les côtes ?

Dans le cas où les calculs situés dans la vésicule ou les voies biliaires sont retrouvés par hasard chez un patient qui ne souffre pas, aucun traitement n'est nécessaire. En revanche, chez les patients qui présentent une colique hépatique, il est recommandé de réaliser une intervention chirurgicale pour enlever la vésicule biliaire (cholécystectomie) puisqu'elle

est à l'origine des calculs. Dans le cas d'une infection de la vésicule, ou cholécystite aiguë, le patient doit être hospitalisé pour recevoir une antibiothérapie et bénéficier dans les jours qui suivent d'une cholécystectomie. En cas d'angiocholite, l'hospitalisation est une urgence vitale. Le patient reçoit là aussi une antibiothérapie pour traiter l'infection bactérienne. Puis dans un second temps une cholécystectomie est réalisée. Durant l'opération, les chirurgiens extraient le calcul de la voie biliaire principale. «Dans certains cas, la cholécystectomie peut être précédée d'une CPRE (Cholangio Pancréatographie par voie Rétrograde Endoscopique), geste réalisé par un gastroentérologue pour extraire en urgence d'extraire le calcul et de drainer les voies biliaires infectées», précise le médecin. Dans le cas du foie cardiaque, le traitement est celui de l'insuffisance cardiaque. S'agissant des tumeurs hépatiques, il faut réaliser un bilan complet de la tumeur afin de choisir les traitements les plus adaptés et déterminer si une intervention chirurgicale est possible.

Ce remède star en Inde fait disparaître la toux en 2 jours

La baisse des températures, l'humidité et le fait que les gens passent plus de temps à l'intérieur favorisent la propagation des virus respiratoires (rhume, grippe, Covid), dont la toux est un symptôme fréquent. Heureusement, des solutions naturelles comme le miel ou la tisane de thym aident à dégager les bronches et calment la toux. Un autre remède de grand-mère, hyper populaire médecine ayurvédique, serait encore plus efficace et ferait disparaître la toux en 2 jours seulement.

Son nom ne vous dit sûrement rien et pourtant, le koflet fait partie des remèdes de premiers secours que l'on trouve dans presque tous les foyers indiens pour les maux de gorge et la toux courante. Disponible en sirop ou en pastilles, il est formulé avec un mélange d'herbes ayurvédiques reconnues pour leurs bienfaits sur le système respiratoire : le miel pour apaiser la gorge, la réglisse pour ses propriétés antitussives et expectorantes, ainsi que le basilic sacré pour ses vertus antimicrobiennes. Une

étude publiée par des chercheurs indiens dans Toxicology Reports a confirmé que le koflet avait un effet protecteur sur les maux de gorge et la toux en diminuant l'inflammation et en réduisant les niveaux de marqueurs inflammatoires clés. La meilleure option pour s'en procurer à moindre coût est de le faire soi-même : mélangez 1 goutte d'huile essentielle de tulsi (basilic sacré), 1 goutte d'huile essentielle de réglisse et 1 cuillerée à soupe de miel. «Le premier jour, prenez 1 cuillerée à café de

la préparation, puis 2 cuillerées le deuxième jour (jamais plus de 5 jours)», peut-on lire dans le livre «Secrets de santé des Grandes-mères indiennes» (éd. Mosaïque Santé) de Bénédicte Bonnet et Jean-Christophe Toillon, expert en ayurvéda et en herboristerie. Étant donné qu'il s'agit d'un mélange de plusieurs plantes, il est essentiel de demander l'avis d'un médecin ou un pharmacien avant de le prendre. L'huile essentielle de tulsi est déconseillée chez les femmes enceintes, allaitantes et les jeunes enfants (moins de 2

ans), et peut interagir avec des médicaments anticoagulants ou contre le diabète. L'huile essentielle de réglisse est contre-indiquée en cas d'hypertension, de maladies cardiaques, rénales ou de diabète, et ne doit pas être utilisée pendant la grossesse sans avis médical. Quant au miel, il est proscrit pour les bébés de moins de 1 an et les personnes allergiques aux produits de la ruche, et doit être consommé avec précaution par les diabétiques.



Ils s'abîment en une nuit Voici la température exacte à laquelle rentrer les géraniums

Il suffit d'une seule nuit trop froide pour détruire les géraniums que vous avez soigneusement entretenus cet été. Voilà pourquoi il est important de les rentrer avant cette date.

La saison d'automne est bien installée mais les balcons peuvent encore être verdoyants grâce à la présence des géraniums qui débordent des jardinières. Vous pourriez sans doute vous dire que les vôtres, trônant fièrement dans le jardin ou sur le balcon, pourront encore subsister malgré les températures fraîches, mais attention car c'est justement à cette période que vos géraniums sont en péril. Nous pensons en effet à tort que les géraniums peuvent attendre les premières gelées pour être

mis à l'abri, mais cela n'est pas sans risques, car il suffit d'une seule nuit trop froide pour les détruire. À moins de scruter quotidiennement les prévisions météorologiques et de surveiller l'arrivée des températures négatives, il est facile d'être pris de court et de ne pas réaliser qu'il a gelé durant la nuit. Alors, quel est donc le bon moment pour protéger ses géraniums ? Pour les préserver correctement du froid, prenez l'habitude de vérifier les températures extérieures et dès lors qu'elles atteignent les alentours de 5°C, n'hésitez pas à rentrer vos pots et jardinières. Les géraniums vont commencer à être en danger à partir de cette graduation, qui va altérer leur métabolisme de croissance qui va se ralentir et les



rendre vulnérables face au gel. De plus, le mois de novembre, selon des régions, marque l'arrivée des gelées blanches plus ou moins fortes qui peuvent ravager vos géraniums en une seule nuit. Conséquences : après avoir été exposées au froid, les tiges de vos plantes vont se

ramollir, leurs feuilles se noircir, et vos géraniums finiront par périr tout doucement, sans avoir aucune chance de renaître au printemps. Avant de les mettre à l'abri, prenez soin de couper les fleurs fanées et les tiges abîmées. Placez-les ensuite dans un endroit frais,

mais hors gel et assez lumineux, comme par exemple dans un garage, une véranda ou un rebord intérieur de fenêtre afin de ne pas les aggraver avec un changement radical de température. Une fois à l'abri, arrosez vos géraniums avec parcimonie, de façon à humidifier la terre juste ce qu'il faut. Si vous placez vos géraniums sur un sol frais, placez un support sous le pot ou la jardinière pour éviter le contact direct avec le froid qui pourrait nuire à vos plantes. Les mois d'hiver terminés et vos géraniums revigorés, vous pourrez sortir progressivement vos pots et jardinières dès le mois de mars, pour une floraison plus forte et plus dense.

Elle traverse les saisons sans se démoder Voici la teinte de vernis qui s'adapte à toutes les tenues

Certaines couleurs passent les saisons sans jamais se démoder. Celle-ci fait partie des rares teintes capables d'habiller les ongles avec élégance, quelle que soit la tenue ou l'occasion.

On a toutes connu ce moment d'hésitation : devant le nuancier de vernis, impossible de trancher. Trop nude, trop vif, trop classique... Et puis cette éternelle question : est-ce que ça ira avec ma robe noire, mon jean brut ou mon blazer beige ? Et bien, bonne nouvelle : il existe une teinte universelle, le vernis caméléon qui s'adapte à tout. Et le plus beau, c'est qu'il est à la fois chic,



discret et incroyablement élégant. La tendance du moment, c'est le «clean look». C'est-à-dire des mains impeccables sans effet

tape-à-l'œil, des ongles soignés qui respirent la fraîcheur et le naturel. Cette couleur incarne à la perfection ce style minimaliste

que l'on voit partout, des défilés aux tapis rouges, en passant par les feeds Instagram les plus pointus. C'est le genre de vernis qui sublime la main sans la voler à la tenue. Celui qu'on porte en toutes circonstances : entretien d'embauche, dîner chic, week-end décontracté, ou brunch entre copines. Pourquoi on l'adore ? Il allonge visuellement les doigts, pour un effet élégant et raffiné. Il donne bonne mine, comme si la main était naturellement soignée. Et surtout, il s'accorde à toutes les carnations, du teint porcelaine au hâle doré. C'est un peu le jean bien coupé de la manucure : un basique intemporel qu'on ne regrette jamais.

Il s'agit du vernis OPI «Bubble Bath», ce rose nude délicat à la transparence subtile. Ni trop rose, ni trop beige, juste ce qu'il faut de douceur pour illuminer les mains sans les figer. Les nail artists ne s'y trompent pas : cette teinte est devenue un must absolu dans les salons. Elle fait briller sans en faire trop, s'applique facilement, et se marie aussi bien avec des bijoux dorés qu'argentés. C'est la couleur qu'on choisit quand on veut être sûre de ne pas se tromper. Le genre de vernis qu'on pourrait porter 365 jours par an sans se lasser.

Ne donnez pas ce fruit à un chien, il provoque une insuffisance rénale

Un vétérinaire met en garde les propriétaires de chiens contre un fruit apparemment anodin qui peut s'avérer très toxique pour leurs animaux.

Qui n'a jamais donné un petit bout de son repas à son chien ? Cette habitude, très répandue chez les propriétaires d'animaux, semble naturelle et inoffensive. Un morceau de fromage, quelques miettes de pain, un reste de jambon : ces petits plaisirs partagés renforcent le lien avec nos compagnons à quatre pattes. Malheureusement, ce geste affectueux peut parfois

tourner au drame. En effet, de nombreux aliments que nous consommons quotidiennement se révèlent toxiques, voire mortels, pour nos petites boules de poils. Si cette générosité part d'un bon sentiment, elle peut conduire à des conséquences dramatiques. Si certains aliments comme le chocolat sont désormais bien identifiés comme toxiques pour les chiens, d'autres dangers restent méconnus du grand public. L'habitude de donner «un peu de tout» à son animal peut conduire à des empoisonnements accidentels, parfois fatals. C'est notamment le



cas des raisins et raisins secs, un fruit que beaucoup considèrent

à tort comme inoffensif. Ben The Vet, vétérinaire britannique actif sur les réseaux sociaux, l'a

souligné auprès de nos confrères d'Express.co : «Les raisins, les raisins secs et surtout les produits comme les tartes aux fruits contenant beaucoup de raisins secs peuvent provoquer une insuffisance rénale chez les chiens.» Face à cette urgence, Ben The Vet recommande une action immédiate : «Si votre chien parvient à manger des raisins ou des raisins secs, contactez votre vétérinaire dès que possible pour obtenir des conseils. Il vous conseillera probablement d'amener votre chien pour lui faire une injection qui le fera vomir.»

« La Chute d'Icare » Voici la photo que beaucoup décrivent comme le cliché de l'année

Capturé par le photographe Andrew McCarthy le 8 novembre dernier, le passage d'un parachutiste devant le soleil est le fruit d'un lourd travail de préparation

Tout sauf du hasard. L'astrophotographe américain Andrew McCarthy et le pilote et vidéaste Gabriel C. Brown ont longtemps planché sur l'organisation et la mise en scène d'un cliché pris le 8 novembre et qui est ensuite devenu viral. Abondamment relayée sur les réseaux sociaux, la photo

montre un homme dont la silhouette noire se découpe sur un fond jaune vif qui n'est autre que le Soleil. Elle a été surnommée « La Chute d'Icare », indique Le Parisien lundi dernier. Au mètre près « Il pourrait bien s'agir de la toute première photo de ce type », a commenté le photographe professionnel sur son compte X. Pour immortaliser la scène, il a fallu planifier une véritable chorégraphie suivie à la fois par le youtubeur parachutiste et par Andrew McCarthy. Le premier a embarqué dans un petit aéronef propulsé par une hélice, comme

on le voit dans la vidéo décrivant la réalisation du projet, et a attendu d'atteindre l'altitude de 1.067 m avant de sauter dans le vide. Il se trouvait alors à 2.438 m de l'objectif du photographe, comme prévu lors des calculs. Andrew McCarthy s'est félicité d'avoir réussi à faire preuve de l'« immense précision technique » nécessaire à l'obtention d'une telle photo. Deux versions de cette dernière ont été mises en ligne : une sur laquelle l'ensemble du disque solaire apparaît et une autre en plan plus serré. Live Science explique que le cliché déjà culte a été capturé lors du premier essai.



Edgar Wright remet l'humain au centre du jeu mortel de «Running Man »

Cette nouvelle adaptation d'un roman de Richard Bachman, alias Stephen King, fait vibrer autour d'un jeu télévisé mortel

En 1982, un certain Richard Bachman sort le roman Running Man sur un jeu télévisé mortel. Cet auteur n'est autre que Stephen King qui se cache sous un pseudonyme pour pouvoir publier jusqu'à trois romans par an. En 1987, Paul Michael Glaser porte le livre à l'écran avec Arnold Schwarzenegger. Cette année, Edgar Wright se lance de nouveau dans l'aventure avec Glen Powell dans le rôle-titre. Son personnage fait partie des candidats qui doivent survivre pendant un mois avec des tueurs lancés à leurs trousses tandis que les téléspectateurs prêtent la main aux chasseurs armés jusqu'aux dents. « C'est fou comme ce récit est toujours d'actualité, confie Edgar Wright à 20 Minutes. J'ai lu le livre quand j'étais ado et il m'a marqué. Je me suis attaché à ce héros désespéré livré en pâture à une société du spectacle. » Le réalisateur de Last Night In Soho et de Baby Driver a mis



l'humain au centre de l'action ce qui rend son film plus proche du livre. « Je voulais qu'on comprenne cet homme qui n'a pas d'autre choix s'il veut avoir une chance de sauver sa famille. C'est pour cela que j'évite de me disperser sur les chasseurs et les autres concurrents ». Grand fan de culture populaire devant l'Eternel, Edgar Wright s'offre

une petite référence à la version de 1987 : le buste d'Arnold Schwarzenegger apparaît sur des billets de banque. Dans la peau du public Cela fonctionne un peu comme dans un Guignol pour les grands où on est dans le camp de ce brave type traqué et débrouillard pour lequel on ressent une sympathie immédiate. « Stephen King avait

commencé à écrire cette histoire au début des années 1970 même s'il a été publié une décennie plus tard, explique Edgar Wright. Entre-temps, nous sommes tous devenus des habitués des émissions de télé-réalité avec notamment des shows d'aventures et des concours d'artistes. Evidemment, les enjeux sont moins importants que sur Running Man mais le principe est le même. Ce concept existe depuis les jeux du cirque dans la Rome antique... » La nervosité de la mise en scène jouant notamment avec des caméras embarquées sur des drones modernise le récit tout en ajoutant à l'immersion du spectateur. « J'ai souhaité que ce dernier ait l'impression de participer à l'émission en prenant le parti du héros, insiste Edgar Wright. L'idéal serait qu'il ait envie de lui crier «attention !» quand les tueurs s'approchent de lui ». Et on y croit. Manipulation et bouc émissaire Le réalisateur insiste résolument sur le côté social de l'intrigue en montrant la misère qui s'est emparée de la population mais aussi la désinformation qu'elle subit

quotidiennement. « Le jeu est très binaire, précise-t-il. Ce sont les bons contre le méchant que devient Ben Richard devant les caméras. On sert aux spectateurs une soupe d'informations fausses qu'ils acceptent comme étant réelles. Leur rage est détournée vers un bouc émissaire ce qui évite toute forme de révolte. » Le film décrit le processus de façon claire et ludique. Le suspense est constant car Edgar Wright s'y connaît pour orchestrer des scènes d'actions très réussies. « Au fond, je suis un peu comme les créateurs de l'émission du film, plaisante-t-il. Moi aussi, je monte des images et je manipule le public pour lui faire ressentir les émotions de mon choix. La différence est que je ne tue personne. » Edgar Wright dénonce ainsi les excès d'une société du spectacle aussi fascinante que terrifiante. Son Running Man, d'une intelligence glaçante, mêle divertissement et réflexion à une pointe d'humour noir. On en sort lessivé mais enthousiaste.

Paul McCartney va sortir un morceau silencieux

Avec lui, près d'un millier d'artistes unissent leurs voix contre le vol de propriété intellectuelle

Le geste est symbolique mais fort : la légende britannique de la musique Paul McCartney va sortir un morceau silencieux en décembre 2025 à l'occasion de la réédition d'un album, également muet, auquel ont participé des artistes comme Hans Zimmer ou Kate Bush pour dénoncer un projet sur l'IA assoupissant le droit

d'auteur. Des clics pour une claque Le titre de McCartney intitulé (Bonus Track), le premier depuis cinq ans, est un enregistrement d'un « studio vide » ponctué de bruits de bande magnétique et de cliquetis, d'une durée de deux minutes et 45 secondes. Il sortira à l'occasion de la réédition en vinyle – à seulement un millier d'exemplaires – de l'album Is This What We Want ? (Est-ce bien cela que nous voulons ?) le 8 décembre 2025, a

annoncé dimanche 16 novembre le collectif du même nom sur son site. L'avenir des artistes menacé Plus d'un millier d'artistes dont Annie Lennox, Damon Albarn, Jamiroquai ou Max Richter, ont collaboré à cet album muet, sorti en février 2025, qui exhorte le gouvernement britannique à « ne pas légaliser le pillage musical au profit des entreprises d'intelligence artificielle ». « L'album comporte des enregistrements réalisés dans des

studios et des salles de spectacle vides, illustrant l'impact que les propositions du gouvernement auraient, selon nous, sur les moyens de subsistance des musiciens », affirment-ils. Un blanc-seing pour l'IA ? L'ex-Beatle aujourd'hui âgé de 83 ans avait déjà, avec 400 artistes dont Elton John, Coldplay ou Dua Lipa, signé une lettre ouverte exhortant le gouvernement à protéger l'industrie musicale britannique. L'exécutif travailliste défend un

projet de loi, a priori présenté en 2026, visant à appliquer une exception à la loi sur le droit d'auteur pour faciliter l'utilisation des contenus créatifs afin d'entraîner des modèles d'IA. Ces entreprises technologiques n'auraient alors plus besoin d'obtenir l'autorisation des auteurs ni de les rémunérer, ce qui suscite la colère de l'industrie musicale.

Le sprinter Merdas Mohamed Rida aux Championnats d'Afrique Open d'Athlétisme Masters

Sara Boueche

La 15ème édition des championnats d'Afrique Open d'Athlétisme Masters, qui se déroulera du 20 au 24 novembre, s'annonce comme un événement continental d'envergure, réunissant des athlètes de 22 nations africaines. La Tunisie, pays hôte de cette compétition, accueillera des sportifs venus de 22 pays du continent, transformant cette rencontre en une véritable célébration du sport vétérinaire africain.

Cette 15ème édition marque une étape significative dans l'histoire de la compétition, témoignant de la pérennité et du développement continu de l'athlétisme masters sur le continent africain. Sur cinq jours de compétition intense, les participants démontreront que la passion sportive et la performance ne connaissent pas de limite d'âge.

Au-delà de la dimension purement compétitive, ces



championnats véhiculent un message social fort. Parmi les participants, le sprinter international algérien Merdas Mohamed Rida incarne parfaitement cette philosophie. Représentant l'Algérie et sa ville d'Annaba, l'athlète a choisi de courir sous le slogan évocateur « Le sport c'est la santé »,

donnant ainsi une dimension citoyenne à sa participation. Pour Merdas Mohamed Rida, chaque foulée sur la piste constitue un acte d'engagement contre les fléaux sociaux qui touchent la jeunesse africaine. En se positionnant explicitement contre la drogue, le tabagisme et la violence, le



sprinter transforme sa discipline sportive en instrument de sensibilisation et de prévention. Cette démarche illustre le rôle que peuvent jouer les athlètes masters en tant qu'ambassadeurs de valeurs positives auprès des générations futures. La participation de 22 nations témoigne de la vitalité de

l'athlétisme vétérinaire sur le continent africain. Ces championnats offrent une plateforme unique d'échanges interculturels et sportifs, où l'expérience des athlètes masters se conjugue avec la passion de la compétition. Dans un contexte continental souvent marqué par des défis sociaux et sanitaires, cette manifestation sportive rappelle que le sport demeure un puissant facteur de cohésion sociale et de promotion de modes de vie sains.

La formule « Open » de ces championnats élargit encore davantage leur portée, permettant une participation inclusive et diversifiée. Elle confirme ainsi la volonté des instances sportives africaines de faire de l'athlétisme masters non seulement une discipline compétitive, mais également un outil de développement humain et social à l'échelle du continent.

La mine de Gara Djebilet et la ligne ferroviaire Béchar – Tindouf au centre d'une réunion de coordination multisectorielle

Une réunion de coordination multisectorielle s'est tenue mercredi au siège du ministère des Hydrocarbures et des Mines, consacrée à l'examen des mesures nécessaires au lancement de l'exploitation de la mine de Gara Djebilet et de la ligne ferroviaire minière Béchar-Tindouf, destinée au transport des voyageurs, des marchandises et des produits miniers.

La réunion a été coprésidée par le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, et le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, en présence du secrétaire général du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, représentant le ministre du secteur.

La secrétaire d'Etat auprès du ministre des Hydrocarbures et des Mines, chargée des Mines, Karima Bakir Tafer, les PDG des entreprises de réalisation et

d'exploitation concernées, et des représentants des entreprises en lien avec le projet relevant des trois secteurs, ont également pris part à cette rencontre.

Cette réunion s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, données lors du Conseil des ministres tenu dimanche 16 novembre, concernant le lancement de l'utilisation et de l'exploitation locale du minerai de fer extrait de la mine de Gara Djebilet à partir du premier trimestre de 2026, ainsi que la mise en service de l'intégralité de la ligne ferroviaire minière Béchar-Tindouf d'ici janvier 2026, selon un communiqué conjoint.

La réunion a porté sur la coordination des efforts sur les aspects techniques et opérationnels liés à l'extraction et au traitement du minerai de fer de la mine de Gara Djebilet, ainsi que sur la cadence de la réalisation des infrastructures

associées, notamment la ligne ferroviaire minière de 950 km reliant Béchar, Tindouf et Gara Djebilet, qui "constitue l'enjeu majeur et la colonne vertébrale pour la concrétisation de la chaîne de valeur industrielle propre au projet", précise le communiqué.

Cette réunion a été l'occasion pour les trois secteurs de prendre toutes les mesures nécessaires, chacun dans son domaine de compétence, et en coordination totale, pour réaffirmer l'engagement à mettre en œuvre les instructions du président de la République, relatives au lancement de l'exploitation locale du minerai de fer dès le premier trimestre de 2026 et à la livraison de la ligne minière ouest dans tous ses tronçons, en janvier 2026.

Il s'agit d'une étape "inédite depuis l'indépendance, reflétant une nouvelle orientation économique fondée sur le renforcement de la souveraineté industrielle nationale par la sécurisation des matières



premières destinées à l'industrie sidérurgique nationale, la création de la plus grande valeur ajoutée localement et la diversification de l'économie hors hydrocarbures, et ce à travers la mise en œuvre de la décision du Conseil des ministres portant approbation de la création de nouvelles usines de traitement du minerai de fer à Tindouf, Béchar et Naâma, afin d'assurer une chaîne industrielle intégrée, reliant l'extraction, le traitement, la transformation et le transport vers les complexes sidérurgiques nationaux, en tête

desquels, le complexe Tosyali (Oran), qui réceptionnera les premières cargaisons de minerai de fer traité par voie ferroviaire à partir de 2026".

Lors de cette réunion, l'accent a été mis sur l'importance des deux projets: la mine de Gara Djebilet et la ligne ferroviaire en cours de réalisation, qui constituent "un tournant vers une transformation historique dans le processus de développement national, compte tenu de leur impact direct sur le développement socio-économique du pays", conclut la même source.